

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 juillet 2022

**CONFÉRENCE
INTERPARLEMENTAIRE SUR LA
POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET
DE SÉCURITÉ COMMUNE (PESC) ET
SUR LA POLITIQUE
DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE
COMMUNE (PSDC) DE
L'UNION EUROPÉENNE,
25 FÉVRIER 2022,
PARIS (FRANCE)**

RAPPORT

FAIT AU NOM DES COMMISSIONS
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DEFENSE NATIONALE
PAR
MME Els VAN HOOF ET
M. Peter BUYSROGGE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 juli 2022

**INTERPARLEMENTAIRE
CONFERENTIE OVER HET
GEMEENSCHAPPELIJK
BUITENLANDS EN
VEILIGHEIDSBELEID (GBVB)
EN HET GEMEENSCHAPPELIJK
VEILIGHEIDS- EN DEFENSIEBELEID
(GVDB) VAN DE EUROPESE UNIE,
25 FEBRUARI 2022,
PARIJS (FRANKRIJK)**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIONS
VOOR BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW Els VAN HOOF EN
DE HEER Peter BUYSROGGE

07637

Le vendredi 25 février 2022, le Sénat français a accueilli la Conférence interparlementaire sur la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Des délégations de parlements nationaux de l'UE, des pays candidats et des pays tiers, membres de l'OTAN, ainsi que des membres du Parlement européen et une délégation du Service européen pour l'action extérieure ont participé à la conférence.

La Conférence avait comme seul sujet l'invasion militaire par la Russie de l'Ukraine. Outre un débat général sur la guerre en Ukraine, la question du rôle et de l'action de l'Union européenne en vue de contribuer à garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine a fait l'objet d'une discussion approfondie. Une déclaration commune de la conférence a été adoptée par consensus.

Pour la Chambre des représentants, Mme Els Van Hoof, présidente de la commission des Relations extérieures, et M. Peter Buysrogge, président de la Commission de la Défense nationale, y ont pris part.

Mme Latifa Gahouchi et M. Leo Pieters ont également participé à cette conférence comme représentants du Sénat.

Le compte-rendu de cette conférence ainsi que la déclaration commune finale figurent en annexe du présent document.

Les rapporteurs,

Els VAN HOOF
Peter BUYSROGGE

Op vrijdag 25 februari 2022 heeft in de Franse Senaat de Interparlementaire conferentie over het Gemeenschappelijk Buitenlands en Veiligheidsbeleid (GBVB) en het Gemeenschappelijk Veiligheids- en Defensiebeleid (GVDB) plaatsgevonden in het kader van de parlementaire dimensie van het Franse voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie. Aan de conferentie is deelgenomen door delegaties van nationale parlementen van EU-lidstaten, van de kandidaat-lidstaten en van de derde landen die NAVO-lid zijn, evenals door leden van het Europees Parlement en door een delegatie van de Europese Dienst voor extern optreden.

Het enige onderwerp van de conferentie was de militaire invasie van Rusland in Oekraïne. Naast een algemeen debat over de oorlog in Oekraïne heeft ook een grondige besprekking plaatsgevonden van de rol en van het optreden van de Europese Unie teneinde ertoe bij te dragen de soevereiniteit en de territoriale integriteit van Oekraïne te waarborgen. Bij consensus is een gemeenschappelijke verklaring van de conferentie aangenomen.

Voor de Kamer van volksvertegenwoordigers is aan de conferentie deelgenomen door mevrouw Els Van Hoof, de voorzitster van de commissie voor Externe Betrekkingen, alsook door de heer Peter Buysrogge, de voorzitter van de commissie voor Landsverdediging.

Ook mevrouw Latifa Gahouchi en de heer Leo Pieters hebben eraan deelgenomen, als vertegenwoordigers van de Senaat.

De notulen van deze conferentie alsmede de gemeenschappelijke slotverklaring gaan als bijlage bij dit document.

De rapporteurs,

Els VAN HOOF
Peter BUYSROGGE

**Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune
(PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)**

Vendredi 25 février 2022

- Présidence de M. Gérard Larcher, président du Sénat de la République française -

La réunion est ouverte à 9 heures.

M. Gérard Larcher, président du Sénat de la République française, souligne combien les événements sont allés vite. La conférence est placée sous le signe funeste d'un coup de force : l'invasion militaire par la Russie de l'Ukraine, à quelque distance à peine des frontières extérieures de l'Union. Il affirme la solidarité des parlements des États membres de l'Union européenne à l'égard de l'Ukraine, de son gouvernement, de son peuple, et l'attachement indéfectible à l'intangibilité de ses frontières et à son intégrité territoriale. Il a tenu à ce que le drapeau ukrainien soit présent dans l'hémicycle du Sénat, aux côtés des drapeaux européen et français, en signe de solidarité. Il invite les membres de la conférence interparlementaire à rendre hommage, par leurs applaudissements, au courage des Ukrainiens face à l'opresseur.

(Mmes et MM. les membres de la conférence interparlementaire se lèvent et applaudissent longuement.)

Soulignant que la survie de l'Ukraine est aujourd'hui en jeu, M. le président du Sénat précise que l'agenda de la conférence a été bouleversé et qu'il a été décidé de consacrer une session spéciale à la situation en Ukraine, avec une intervention de l'ambassadeur de ce pays en France.

Il souhaite qu'au terme de cette session spéciale puisse être adoptée par consensus une déclaration solennelle, au nom des commissions des affaires étrangères et de la défense de

l'ensemble des parlements nationaux de l'Union et du Parlement européen, exigeant le retrait sans condition des troupes russes du territoire ukrainien, appelant à renforcer les sanctions sans précédent déjà prises à l'encontre de la Russie et apportant un soutien sans faille à l'Ukraine.

Il souligne que la sécurité et l'indépendance de l'Ukraine ne sont pas les seules à être menacées. C'est aussi la sécurité de l'Europe qui se joue ; la guerre est à ses portes. L'Union européenne, qui s'est construite pour établir en son sein et promouvoir la paix, a formidablement réussi. Mais elle doit aussi être prête à répondre aux agressions, à affronter les périls de toutes sortes. Il souligne qu'en Biélorussie, régime dont l'Union européenne ne reconnaît pas la légitimité, un référendum devrait ouvrir la voie au déploiement d'armes nucléaires.

Rappelant que l'Union européenne avait longtemps écarté la pensée même de la guerre, il indique qu'elle ne peut plus se le permettre aujourd'hui : face aux défis du moment, les débats théoriques et les divisions l'ayant parfois affectée n'ont plus de sens. Il faut faire le choix pragmatique de l'efficacité.

Il appelle à mobiliser les capacités militaires. Si le parapluie de l'OTAN offre les meilleures garanties de dissuasion et de sécurité, celles-ci peuvent être encore renforcées, par la mise en place d'une solidarité européenne de défense. Telle est l'urgence.

Il souligne que la lutte contre la désinformation, de même que la cybersécurité et la maîtrise du cyberspace constituent autant d'enjeux pour lesquels les pays de l'Union européenne ne luttent pas à armes égales et ne sont pas suffisamment préparés. Il recommande d'encourager les investissements en matière de défense au sein de l'Union et suggère l'instauration d'un mécanisme préférentiel pour les investissements dans le champ sécuritaire, chemin le plus sûr pour un renforcement de la souveraineté industrielle.

Il prône une révision du projet de boussole stratégique européenne, sur l’élaboration duquel les parlements ont été trop peu consultés. La présente conférence permettra la contribution parlementaire qui fait défaut.

Il souligne la nécessité de poser la question de l’indépendance énergétique.

À ses yeux, une maxime de Thucydide dans *L’Histoire de la guerre du Péloponnèse*, ouvrage redevenu une référence obligée de la géopolitique contemporaine, a traversé le temps : « Il est dans la nature de l’Homme d’opprimer ceux qui cèdent et de respecter ceux qui résistent. » Il forme le vœu que les résultats de la conférence interparlementaire conduisent ou contribuent au renforcement des capacités de résistance de l’Union européenne.

Il conclut en appelant à faire bloc autour de l’Ukraine et des valeurs de liberté et de démocratie, les démocraties ayant toujours le dernier mot en Europe. (*Applaudissements.*)

Mme Laetitia Saint-Paul, vice-présidente de l’Assemblée nationale de la République française, qualifie d’acte de guerre la décision de la Russie de lancer son armée à l’assaut de l’Ukraine, faisant siens les propos du Président de la République, pour qui cela aura « des conséquences profondes, durables sur nos vies et la géopolitique de notre continent ». Jugeant cette agression inacceptable, intolérable et extrêmement dangereuse pour la paix, elle exhorte, à l’instar du chef de l’État, à y répondre « sans faiblesse, avec sang-froid, détermination et unité », par une solidarité sans faille avec le peuple ukrainien.

Elle rappelle que l’Europe a été vouée à la paix par ses pères fondateurs : paix à l’intérieur de ses frontières, sans cesse étendues, mais également à l’extérieur, par la promotion inlassable de ses valeurs : respect des droits fondamentaux, démocratie, multilatéralisme, primat du droit sur la force, prospérité et progrès partagés entre les peuples.

Elle souligne combien l'Europe, vouée à la paix, car instruite tout au long de son histoire des ravages de la guerre, est confrontée à des crises multiples : politiques, économiques, énergétiques, sanitaires ou environnementales. Toutes ont pour point commun d'être chacune un défi lancé à l'Union européenne, à la paix et à l'ensemble de ses valeurs, défi que celle-ci a relevé.

Elle énumère les actions fortes menées par l'Union européenne, qui a pris fait et cause pour la jeune démocratie ukrainienne : envoi d'une mission civile pour aider aux réformes ; aide financière massive non seulement à l'État, mais également aux populations civiles du Donbass ; sanctions contre la Russie, etc. Elle évoque également le Sahel, où l'Union européenne a lancé plusieurs missions civiles et militaires, couplées à une aide au développement pour aider les États de la région à se renforcer face à la menace djihadiste. Elle indique également que l'Union européenne a été au rendez-vous sur les mers et océans, pour garantir la protection et la sécurité en haute mer. Elle salue enfin l'efficacité et la solidarité dont l'Union européenne a su faire preuve face à des défis plus globaux, comme le coronavirus, avec le partage de plus de 400 millions de doses de vaccins, ou la lutte contre le changement climatique, avec un *Green Deal* visant à la neutralité carbone en 2050.

Elle refuse de voir dans la crise ukrainienne la marque d'une impuissance de l'Europe, rappelant que les précédentes crises, loin de diviser et d'affaiblir l'Union, ont au contraire contribué à la rassembler et à la renforcer. Elle ne doute pas que les États membres et l'Union européenne sauront faire front ensemble et trouver avec leurs alliés des réponses à la hauteur de l'agression dont la Russie s'est rendue coupable. Elle est intimement convaincue que, sans l'intervention de l'Union européenne, la situation en Ukraine, au Sahel et ailleurs aurait été bien pire.

Elle fait référence à de nombreuses initiatives qui ont été prises depuis cinq ans alors qu'elles avaient longtemps paru impossibles. La coopération structurée permanente, prévue par le traité de Lisbonne, a été lancée le 11 décembre 2017. L'initiative européenne d'intervention, engagée en 2018, vise à renforcer l'autonomie stratégique et la capacité à agir ensemble des États membres. Le fonds européen de défense permet le financement de projets de développement capacitaire, et la facilité européenne de paix favorisera le financement conjoint des capacités militaires au bénéfice d'États tiers. Toutes ces initiatives ont donné à l'Europe de la défense une réalité concrète. Mais encore faut-il un cadre et un cap. C'est l'objet et l'ambition de la boussole stratégique.

Selon l'oratrice, d'autres crises, peut-être plus graves encore, vont survenir, dans de nouveaux espaces, comme l'espace extra-atmosphérique ou le cyberspace, l'Arctique ou les grands fonds marins. Elles impliqueront de nouvelles armes, comme les missiles hypersoniques ou les lasers, et de nouveaux acteurs comme des sociétés privées de sécurité.

Elle considère donc la boussole stratégique comme une réponse essentielle. L'Europe a besoin d'une analyse partagée des menaces, d'une définition commune de ses priorités stratégiques, d'une meilleure coopération pour renforcer ses capacités, industrielles et opérationnelles. Il lui faut surtout donner une cohérence à l'ensemble des initiatives prises.

Elle insiste sur l'importance particulière de la capacité européenne de déploiement rapide, surtout dans le contexte actuel. L'Europe doit être capable d'agir rapidement, en toute autonomie, partout où ses intérêts stratégiques sont menacés. L'autonomie stratégique est non pas une remise en cause du rôle de l'OTAN ni un doux rêve, mais une ardente nécessité, sous peine de voir les multiples crises présentes et à venir mettre à mal la construction européenne, voire l'idée même d'une union possible des peuples européens.

Soulignant le caractère essentiel des conférences interparlementaires sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), auxquelles elle a parfois participé, pour l'information des parlements nationaux, elle se réjouit de la présente conférence, preuve que l'Union européenne est en voie de surmonter la crise de la covid-19. Certaine que l'Europe surmontera également les autres crises, à commencer par la crise ukrainienne, elle forme le vœu que l'Union sorte renforcée de cette présidence française. (*Applaudissements.*)

M. Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française, voit dans cette réunion l'occasion de réaffirmer l'unité des membres de la conférence interparlementaire et leur attachement aux valeurs de l'Union, dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui fragilise la sécurité de l'Europe dans son ensemble. Il souhaite ainsi que la conférence permette d'envoyer à l'Europe et hors d'Europe un message d'unité et de détermination commune.

Les circonstances exceptionnelles ont conduit à modifier profondément le programme des travaux. Il a été décidé de consacrer une session spéciale à la situation en Ukraine. Ce sera l'occasion d'adopter par consensus une déclaration exprimant l'unité et la détermination face à l'agression que subit actuellement ce pays. Un tel message est essentiel pour faire comprendre à leurs adversaires que les parlements d'Europe n'ont ni illusion ni fausse pudeur sur les enjeux d'un tel conflit : il faut prendre acte du retour de la guerre sur le sol européen et réagir avec la vigueur qui s'impose. La paix n'est jamais un acquis, encore moins une constante. Il revient aux représentants des peuples d'Europe de cultiver l'esprit de défense. Cela passe notamment par des choix budgétaires. Les budgets de la défense ont trop longtemps été sacrifiés. Il faut ouvrir les yeux sur la brutalité du monde et en tirer toutes les conséquences.

Après l'intervention de l'ambassadeur d'Ukraine, chaque délégation aura la possibilité d'exprimer son point de vue sur la crise actuelle.

L'orateur rappelle que le peuple ukrainien voulait vivre libre. L'aspiration au bonheur et l'héritage des Lumières : c'est précisément ce que M. Poutine ne supporte pas et souhaite briser. Le seul crime du peuple ukrainien aux yeux du Kremlin aura été d'être trop libre, trop indépendant, trop souverain.

Il souligne combien les pays de l'Union européenne peuvent être fiers de faire vivre leurs institutions démocratiques, qu'il faut défendre avec une détermination et une volonté renouvelées par la brutalité du crime dont est victime la nation ukrainienne. C'est dans cet esprit combatif qu'il invite les membres de la conférence interparlementaire à participer aux travaux.
(Applaudissements.)

M. Jean-Louis Bourlanges, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale de la République française, souligne l'importance d'une telle réunion dans la réponse que le continent européen doit donner à l'attaque contre l'Ukraine. Il appelle à jeter les bases d'une Europe plus volontaire, plus active, plus capable de relever les défis auxquels elle est confrontée. Selon lui, ce qui semblait acquis depuis la fin de la Guerre froide était peut-être une illusion. Le président Poutine a fait litière des valeurs de l'Union européenne : l'État de droit, la démocratie et le bien le plus précieux, la liberté. En montrant que ses engagements internationaux n'étaient que des chiffons de papier, le président russe a disqualifié la parole de son peuple, la parole de son État et sa propre parole. Vladimir Poutine ne s'arrêtera que lorsqu'on l'arrêtera.

Il appelle les Européens à une double révolution. Révolution copernicienne d'abord : si l'Europe a été construite pour réconcilier des belligérants d'hier, ceux-ci doivent

aujourd’hui s’unir pour défendre leurs valeurs, agressées de l’extérieur. Révolution géopolitique de la puissance ensuite : il ne suffit pas d’être exemplaires en matière de démocratie et d’État de droit ; il faut que le droit soit fort pour être respecté. Dans un monde dangereux, où la Chine menace profondément les valeurs humanistes, où l’islamisme est redoutable et où la Russie ne fait aucun cas des principes qu’elle devrait reconnaître, les Européens doivent changer de logiciel, s’unir et se mobiliser militairement, technologiquement, intellectuellement, moralement et, surtout, politiquement. Ils doivent avoir un esprit plus combatif, sous peine de voir leurs valeurs disparaître.

Citant à son tour Thucydide, qui déclarait : « Il n’est point de bonheur sans liberté ni de liberté sans vaillance », l’orateur conclut son propos par un appel à la vaillance.
(Applaudissements.)

Mme Patricia Mirallès, vice-présidente de la commission de la défense nationale et des forces armées de l’Assemblée nationale de la République française, souhaite tirer une leçon de l’actualité internationale : si l’Europe veut œuvrer pour une résolution des différends passant par la négociation plutôt que par la guerre, elle doit se donner les moyens d’être écoutée. Pour cela, la cohérence et l’autonomie stratégiques de l’Union européenne sont une nécessité. Le monde d’aujourd’hui est plus dangereux qu’hier : le multilatéralisme et les architectures de sécurité, notamment en Europe, sont définitivement ébranlés, et les ambitions des puissances mondiales ou régionales s’affirment désormais sans retenue. En outre, les champs de la conflictualité se multiplient : du cyber à l’espace, de la guerre de perception à celle des fonds marins.

Aucune rhétorique de territoire, aucune rhétorique prenant l’Histoire en otage ne doit faire oublier le caractère inacceptable de l’atteinte à la souveraineté de l’Ukraine.

L'OTAN joue un rôle essentiel pour la sauvegarde de la paix et de l'Europe. Mais il ne faut pas confondre la sécurité euro-atlantique avec les enjeux de sécurité de l'Union européenne. Ainsi, 40 % des membres de l'Union européenne et de l'OTAN ne sont pas membres des deux. Même si l'OTAN est un outil nécessaire et remarquable, qu'il faut au demeurant moderniser et adapter, elle ne peut pas se substituer à la conscience que l'Union européenne doit avoir de ses intérêts stratégiques propres et de ses besoins de sécurité.

L'Union européenne est une communauté de destin. Pour ne pas subir les appétits de ses voisins, elle doit suivre le chemin désigné par le président Emmanuel Macron : passer d'une Europe de coopération à l'intérieur de ses frontières à une Europe puissante dans le monde, pleinement souveraine, libre de ses choix. Il faut refuser l'opposition artificielle entre l'Europe de la défense et l'OTAN ; le président Biden l'a lui-même reconnu.

La construction d'une Europe de la défense est difficile, et le processus est lent. Mais comment pourrait-il en être autrement compte tenu de l'histoire des États européens, de la diversité de leur approche diplomatique et de l'hétérogénéité de leur outil militaire ? Les circonstances incitent à aller plus vite et plus loin. La réponse, ce sera la boussole stratégique.

Les efforts doivent également porter sur la convergence des cultures opérationnelles des États, sur la consolidation de la coopération capacitaire et de la base industrielle et technologique de défense européenne et sur les normes. Il faut mettre l'excellence juridique de l'Union européenne au service de la défense.

L'oratrice rappelle que les générations futures observent les contemporains et fait part de sa conviction que celles-ci regarderont avec reconnaissance tout ce qui aura été fait en faveur de la construction d'une Europe puissante. (*Applaudissements.*)

M. David McAllister, président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, remercie le Sénat français d'accueillir cette vingtième conférence, alors que le continent européen connaît ses heures les plus sombres depuis la Seconde Guerre mondiale. Un pays doté de l'arme nucléaire a attaqué l'un de ses voisins et a promis des représailles contre tout pays européen qui viendrait à sa rescoussse.

Le Parlement européen, comme l'ensemble des États membres de l'Union européenne, a condamné l'agression de l'Ukraine par la Russie et estime que cette atteinte à l'intégrité territoriale de ce pays est totalement injustifiable et illégale. Cette agression constitue une menace pour l'Europe, la stabilité régionale et l'ordre mondial dans son ensemble.

M. David McAllister considère que, au-delà de l'Ukraine elle-même, la cible de cette attaque est la démocratie en tant que modèle, ce qui ne peut pas laisser les Européens indifférents.

Il estime que l'Europe a besoin d'une approche mieux coordonnée en matière de politique étrangère et de défense. Des débats ont eu lieu sur ces sujets au Parlement européen et celui-ci a adopté plusieurs propositions d'action : promouvoir les partenariats ; améliorer le processus de décision ; assurer notre autonomie stratégique, notamment en réduisant nos dépendances ; développer des stratégies régionales cohérentes dans le monde entier. Pour cela, l'Union européenne a besoin d'une Union européenne de la défense et d'adopter une boussole stratégique, comme cela est prévu pour le printemps.

M. David McAllister conclut, en estimant que la démocratie est au cœur de l'ensemble des politiques de l'Union européenne et que la dimension parlementaire doit y prendre toute sa place. (*Applaudissements.*)

Session spéciale sur la situation en Ukraine

- Présidence de M. Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères,
de la défense et des forces armées du Sénat de la République française -

M. Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française, appelle à la tribune M. l'ambassadeur d'Ukraine en France. (*Mmes et MM. les membres de la conférence interparlementaire se lèvent et applaudissent chaleureusement.*)

M. Vadym Omelchenko, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ukraine en France, remercie le Parlement français et la conférence de l'avoir invité à s'exprimer. C'est un signe de solidarité avec le peuple héroïque d'Ukraine.

Avant de dresser le tableau de la situation en Ukraine après le début de l'agression par la Russie, il demande à la conférence de bien vouloir observer un moment de recueillement en mémoire des soldats ukrainiens présents sur l'île des Serpents en mer Noire qui, hier, ont refusé de se rendre et ont été tués par les troupes russes.

(*Mmes et MM. les parlementaires membres de la conférence interparlementaire se lèvent et observent un moment de recueillement.*)

M. Vadym Omelchenko donne ensuite des informations sur les combats en cours sur le sol de son pays. Les troupes ukrainiennes résistent et se défendent ; des soldats et des civils sont morts pour défendre leur patrie. L'attaque massive de l'armée régulière russe a été arrêtée à certains endroits. Dans les grandes villes, la population s'abrite dans le métro. De terribles combats ont lieu à l'aéroport d'Hostomel près de Kiev ; utilisé par l'entreprise aéronautique Antonov pour ses essais, cet aéroport dispose d'une longue piste qui faciliterait le transport des troupes russes.

De manière générale, les Russes avancent, mais l'armée ukrainienne se bat pied à pied. Dans le Donbass, l'armée russe n'a pas avancé d'un mètre. Les choses sont plus compliquées près de Kharkiv ou de Marioupol, où les combats sont acharnés.

M. Vadym Omelchenko rappelle que cette agression ouverte contre l'Ukraine a bien lieu en février 2022, et pas en 1941, mais comme durant la Seconde Guerre mondiale, Kiev est bombardée. Il confirme que la Russie ne vise pas uniquement des cibles militaires, mais aussi des quartiers d'habitation, et qu'elle utilise, dans le ciel européen, des missiles balistiques.

Il ajoute que les dirigeants russes copient Adolf Hitler, en agressant un pays de manière unilatérale et sous des prétextes absurdes : l'Ukraine n'a jamais menacé personne ! La Russie viole ainsi le droit international, et pas seulement la Charte des Nations unies.

Il donne un premier bilan des pertes russes, notamment la mort de 800 militaires et la destruction de sept avions, de six hélicoptères, de trente chars ou de cent trente autres véhicules blindés. Ce bilan montre l'ampleur de l'attaque russe.

L'attaque continue aujourd'hui, vendredi 25 février, dans une grande partie de l'Ukraine, y compris dans l'Ouest, près d'Odessa et de la frontière moldave, mais le système de défense ukrainien résiste. La Biélorussie et la Transnistrie servent toutes deux de base à cette agression, notamment pour lancer des missiles. La vie des 44 millions d'Ukrainiens est ainsi menacée, alors que la société ukrainienne est pacifique et démocratique.

Il estime que l'objectif de la Russie, qui est une puissance nucléaire, n'est pas seulement de détruire l'État ukrainien, mais aussi de créer son propre monde, dans lequel l'Europe n'existerait plus ou serait profondément divisée. Dans la vision déformée des dirigeants russes, leur imaginaire, leur pays « sans défense » serait menacé par l'Ukraine... Alexeï Navalny se serait empoisonné tout seul... Or ni l'Ukraine ni l'OTAN ne menacent

personne. Il s'agit donc bien d'une menace pour le monde entier, comme l'a clairement montré le discours de Poutine qui n'a parlé que de guerre. Et à cette menace universelle, la réponse doit être universelle.

Il ajoute que la guerre prend aussi des formes hybrides et demande aux Européens de faire confiance aux médias ukrainiens, car à la différence de nombreux médias russes de propagande, ils ne déforment pas la réalité et ne professent pas de mensonges éhontés !

L'Ukraine demande à l'ensemble des États européens et de la communauté internationale de prendre toutes les mesures pour stopper cette agression. Elle ne demande pas l'envoi de soldats et est bien consciente d'être seule face à l'une des plus grandes armées du monde, mais elle a des besoins, par exemple en combustible pour les véhicules militaires ou en sang.

Pour M. Vadym Omelchenko, la Russie dispose d'un avantage stratégique : la vie humaine ne compte pas pour ses dirigeants ! En Ukraine, les morts sont accueillis à genou et avec une grande émotion – chaque vie compte ! –, tandis qu'en Russie la société est silencieuse et des milliers de personnes peuvent mourir sans que les dirigeants s'en préoccupent.

M. Vadym Omelchenko invite les Occidentaux à soutenir résolument l'Ukraine et à condamner les actions criminelles de la Russie qui constituent, d'un strict point de vue juridique, des actes de terrorisme. L'Ukraine a plusieurs demandes : déclarer un blocus économique de la Russie ; en finir avec la dépendance énergétique européenne envers la Russie ; bloquer les chaînes de télévision et les médias russes, qui influencent les citoyens et veulent les transformer en zombies ; geler sans tarder tous les comptes bancaires et avoirs des oligarques russes et des proches du pouvoir ; expulser les ambassadeurs russes ; fournir à l'Ukraine les moyens de se défendre.

Il conclut en rappelant que l'Ukraine a conscience de se battre pour le monde entier.
(Mmes et MM. les membres de la conférence interparlementaire se lèvent et applaudissent longuement.)

M. Christian Cambon, président, remercie M. l'ambassadeur de son témoignage et des informations qu'il a fournies à la conférence. Il apporte le soutien absolu de l'ensemble des délégations à l'Ukraine dans l'épreuve qu'elle traverse et face à la violation historique du droit international dont son peuple et elle sont les victimes.

Il informe la conférence que la troïka et la délégation du Parlement européen ont préparé un projet de déclaration commune, dont les membres de la conférence vont pouvoir maintenant débattre et qui devra être adopté par consensus.

M. Pavel Fischer, représentant du Sénat de la République tchèque, remercie la présidence de la conférence d'avoir aménagé le programme de la journée pour pouvoir débattre de ce sujet gravissime : la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

La Russie est l'agresseur ; elle avance ici ses pions, y compris en matière d'information, comme elle l'a déjà fait ailleurs dans le passé. M. Pavel Fischer rappelle notamment l'exemple de la Biélorussie, où, quand des journalistes ont voulu s'exprimer contre le régime, ils ont été remplacés par des Russes... Il considère que beaucoup d'autres pays peuvent être concernés, par exemple la Moldavie.

M. Pavel Fischer estime que des sanctions imposées au moment de l'invasion arrivent nécessairement trop tard et qu'il faut agir vite et de manière résolue.

Enfin, il lance deux appels. D'une part, il ne faut pas oublier la perspective européenne à laquelle sont attachés les peuples des pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne – il n'est plus temps de tergiverser. D'autre part, la boussole stratégique qui sera

adoptée dans quelques semaines doit être recalibrée en fonction de la menace russe sur nos libertés. (*Applaudissements.*)

Mme Nathalie Loiseau, représentante du Parlement européen, juge d'abord que l'Ukraine est en Europe : il s'agit donc bien d'une guerre européenne ! D'ailleurs, l'Ukraine est agressée justement parce qu'elle s'est tournée vers l'Europe, pas pour ce qu'elle est, et parce qu'elle nous ressemble. C'est donc aussi la démocratie qui est ainsi attaquée.

Elle estime que l'Europe a une responsabilité et qu'elle ne peut pas regarder ailleurs. De manière générale, il faut arrêter de parler de conflits « gelés » ; nous les avons simplement oubliés et nous n'avons pas suffisamment agi pour les régler.

Elle ajoute que personne, finalement, n'avait voulu croire que Poutine déclencherait une guerre. Or il a vu la fatigue américaine, notamment à l'occasion du retrait d'Afghanistan, et les hésitations de certains en Europe à bâtir une défense européenne robuste. Le chancelier allemand et le président français ont eu raison d'essayer de dissuader Poutine de livrer une guerre. En tout cas, cette guerre est le choix d'un homme et il doit en porter l'entièvre responsabilité.

Elle pense que l'Union européenne doit imposer des sanctions massives et que nous ne devrions pas nous demander combien celles-ci coûteraient à nos économies. Nous n'avons pas le droit à l'échec, c'est un moment historique et d'autres conflits pourraient basculer, par exemple dans les Balkans, si l'Europe n'y prend pas garde.

Elle conclut en faisant part de toute sa solidarité avec l'Ukraine et en indiquant que l'Union européenne devait aussi parler le langage de la puissance et qu'elle doit savoir se faire respecter. (*Applaudissements.*)

M. Joël Guerriau, représentant du Sénat de la République française, s’interroge sur la meilleure manière de défendre la démocratie en Ukraine et les autorités légitimes du pays, en particulier son président, Volodymyr Zelensky. L’Europe et l’Occident n’étaient pas préparés et pensaient qu’une guerre n’était pas possible. Les illusions ont été balayées ! (*Applaudissements.*)

Mme Ana María Botella Gómez, représentante du Congrès des députés d’Espagne, rappelle que beaucoup pensaient, avant l’agression décidée par le président russe, que la menace serait uniquement hybride. Finalement, des missiles sont lancés, les chars et les avions avancent en Ukraine et la population est directement touchée. Rien ne justifie cela !

Elle s’interroge ensuite sur les raisons pour lesquelles l’architecture internationale construite laborieusement après la Seconde Guerre mondiale n’a pas pu éviter ce cauchemar. Cette guerre unilatérale est un problème pour tous les Européens, qui en paieront le prix élevé, et pour le monde entier ; il faut montrer à Poutine que les violations du droit international et de la souveraineté d’un pays tiers ne peuvent pas rester impunies.

Elle demande à l’Europe de défendre le droit international dans la plus grande unité et de renforcer les sanctions. La priorité est de protéger la population ukrainienne.

Elle estime qu’il faut informer correctement les sociétés civiles, en particulier sur nos valeurs et nos alliances, et les préparer à de telles crises. Après avoir évoqué Diderot, elle conclut en indiquant que l’Europe ne doit pas abandonner l’Ukraine. (*Applaudissements.*)

Mme Monika Gregorčič, représentante de l’Assemblée nationale de Slovénie, estime que les images de l’agression de l’Ukraine par la Fédération de Russie sont très inquiétantes. Tant de personnes ont déjà perdu la vie ! Il faut absolument soutenir l’Ukraine.

Elle condamne fermement cette agression, qui constitue une violation du droit international, et considère qu'il faut imposer des sanctions plus lourdes à la Russie, notamment en ciblant des secteurs stratégiques. La communauté internationale ne peut pas accepter quelque changement que ce soit, territorial ou politique, qui serait une conséquence de l'utilisation de la force.

Elle ajoute que cette crise aura des répercussions sur la sécurité en Europe, notamment dans les Balkans occidentaux où la Russie tente depuis plusieurs années de renforcer son influence. C'est pourquoi l'Europe doit être unie et solide.

Elle conclut en demandant l'isolement politique de la Russie et en appelant l'Union européenne à renforcer ses capacités de défense en lien avec l'OTAN. La voie de la diplomatie doit rester ouverte, mais nous sommes loin d'une désescalade. (*Applaudissements.*)

Mme Roberta Pinotti, représentante du Sénat d'Italie, marque son accord avec le projet de déclaration commune. Elle estime que le choc est immense, en particulier après le témoignage poignant de M. l'ambassadeur d'Ukraine en France.

Elle rappelle que les signaux étaient préoccupants depuis plusieurs mois, mais que personne ne s'attendait à ce qu'une telle guerre soit déclenchée sur le sol européen. Il s'agit d'une violation flagrante du droit international et nous devons apporter notre soutien à l'indépendance et à la souveraineté de l'Ukraine.

Elle demande instamment à la Russie de retirer ses troupes et appelle à une réponse unie, ferme et déterminée de la part des Occidentaux et à des sanctions lourdes. L'OTAN envisage de déployer des troupes supplémentaires à ses frontières orientales, mais, ajoute-t-elle, une défense européenne plus cohérente serait un atout dans une telle crise, y compris pour renforcer l'OTAN.

Elle conclut en disant que l'Italie, en coordination avec ses alliés, fera tout ce qui est nécessaire pour régler cette crise qui est d'une gravité sans précédent. (*Applaudissements.*)

M. Bogdan Klich, représentant du Sénat de Pologne, salue le projet de déclaration présenté. Il remercie la présidence française d'y avoir inscrit un certain nombre d'idées suggérées par la Pologne et soutenues par la délégation tchèque.

Il rappelle que, depuis le début des années 1990, la Pologne est à la recherche d'un nouveau modèle coopératif de sécurité. On observait les signes prometteurs de son enracinement dans la région ; mais, malheureusement, en attaquant l'Ukraine, Vladimir Poutine l'a rendu obsolète. Le dialogue a été remplacé par l'usage de la force.

Face à cette nouvelle guerre froide, il estime que nous devons apporter notre soutien à l'Ukraine par tous les moyens, notamment en fournissant des armes, et imposer un train de sanctions robustes à la Fédération de Russie. Il ajoute que les sanctions décidées en 2014 furent trop faibles. (*Applaudissements.*)

Il précise que ces sanctions doivent être à la fois politiques, commerciales, économiques et financières et qu'il faut notamment exclure la Russie du système Swift de paiements bancaires.

Il anticipe que l'Ukraine méritera, après la guerre, un véritable plan Marshall. Il observe que nos frères et sœurs d'Ukraine luttent depuis 2014 pour que leur pays adhère à l'Union européenne et que nous devons construire l'unité européenne et atlantique tout en renforçant l'Europe. Il souligne enfin que les Américains doivent être à nos côtés. (*Applaudissements.*)

M. Pål Jonson, représentant du *Riksdag* de Suède, déclare qu'en ces heures sombres l'Europe doit opposer une riposte robuste et unie à la Russie ; qu'elle doit tout faire pour soulager la souffrance humaine et soutenir les forces de sécurité en Ukraine.

Tout d'abord, il constate que la Russie n'accepte pas les fondements de la sécurité européenne. Il ajoute que, pour de petits pays comme le sien, il est essentiel que la porte de l'Europe et de la sécurité européenne reste ouverte.

Ensuite, il se félicite que les États-Unis aient fait montre d'un fort *leadership* pour unir l'Occident et en appelle à davantage d'Europe en vue d'une riposte solide.

Enfin, il estime que l'invasion de l'Ukraine ne peut surprendre personne, puis interroge : notre riposte a-t-elle été assez forte après l'invasion de la Géorgie ? Qu'a fait l'Europe après l'attentat de Salisbury ? La Russie ne cesse d'avancer ses pions ; désormais, le président Poutine a franchi le Rubicon et, pour l'interrompre, il faut une réponse forte et unie.
(Applaudissements.)

M. Martin Lidegaard, représentant du *Folketing* du Danemark, remercie le Sénat français d'avoir organisé cette conférence interparlementaire.

Il précise qu'hier soir le Parlement danois est convenu d'envoyer des contributions supplémentaires à l'OTAN, en particulier des forces de police et des avions vers la Pologne et les pays baltes, ainsi que des équipements destinés aux forces armées ukrainiennes. Il déclare que le Danemark invite instamment l'ensemble des pays à l'imiter s'ils le peuvent.

Il appuie intégralement le projet de déclaration communiqué. Il ajoute que l'Union européenne doit œuvrer à son indépendance énergétique, car les exportations de gaz de la Russie vers l'Europe sont finalement ce qui alimente l'industrie de guerre de M. Poutine. Or,

rappelle-t-il, les pays de l'Union européenne sont les plus grands importateurs de pétrole et de gaz russes.

Il sait gré à l'Allemagne d'avoir mis fin au projet Nord Stream 2. Nous ne pourrons pas interrompre Nord Stream 1 dès demain, mais peut-être l'Union européenne pourrait-elle établir une feuille de route en vue de développer les énergies renouvelables et de se passer du gaz russe : ce serait, conclut-il, le moyen de frapper au cœur le régime de Vladimir Poutine.
(Applaudissements.)

M. Titus Corlățean, représentant du Sénat de Roumanie, remercie à son tour la présidence française du Conseil de l'Union européenne et, au nom de la délégation de Roumanie, appuie l'adoption de la déclaration proposée.

Il apporte son soutien à la République de Moldavie et à la Géorgie. Il estime que, sans riposte de notre part, la prochaine victime sera la Transnistrie.

Il certifie que, depuis l'annexion illégale de la Crimée, la Roumanie soutient l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine, en dépit des mauvais traitements infligés à la minorité roumaine en Ukraine. Il renouvelle ce soutien et ajoute que l'invasion de l'Ukraine est un crime exigeant l'intervention d'une juridiction internationale.

Il rappelle que, depuis hier, des événements dramatiques se déroulent en mer Noire. Les forces russes ont pris l'île des Serpents, qui n'est qu'à quarante-quatre kilomètres des côtes roumaines et d'un port d'importance stratégique. La Russie, conclut-il, est déjà aux frontières de l'OTAN.

Face à Vladimir Poutine, qui menace l'Europe de « conséquences » sans précédent, il faut, insiste-t-il, réfléchir à une action d'ensemble pour défendre les valeurs européennes.
(Applaudissements.)

M. Radoslaw Fogiel, représentant du *Sejm* de Pologne, exprime sa solidarité à la courageuse nation ukrainienne, dont les soldats se battent avec acharnement pour sauver leur pays.

Si l'agression russe contre l'Ukraine est bien sûr un acte de barbarie, il estime qu'elle est le fruit de plusieurs années de naïveté et de crédulité de la part de l'Union européenne.

Il considère que les Européens n'ont pas fait le nécessaire pour décourager Vladimir Poutine par le passé et qu'ils n'ont pas entendu les sonnettes d'alarme successives. En 2008, à Tbilissi, le président géorgien avait pourtant prévenu : bientôt viendrait le tour de l'Ukraine, suivie des États baltes et de la Pologne.

L'Union européenne, ajoute-t-il, s'est contentée d'affirmer qu'il fallait comprendre le point de vue de la Russie et que Vladimir Poutine était un partenaire avec qui l'on pouvait négocier et sceller des contrats, comme pour le projet Nord Stream. Il s'agissait, selon lui, de ménager les projets des milieux d'affaires européens.

Il espère que l'Union européenne va tirer un trait sur le passé, car elle doit isoler la Russie et devenir totalement indépendante des énergies qu'elle lui vend, comme le gaz. C'est un programme très ambitieux, concède-t-il, mais c'est là le prix de la liberté, de la démocratie et de la défense des valeurs européennes, lequel ne saurait être trop élevé. (*Applaudissements.*)

M. Rainer Semet, représentant du *Bundestag* d'Allemagne, constate que notre monde a changé depuis l'invasion de l'Ukraine. Rares sont ceux qui pensaient Poutine capable d'aller si loin ; or, aujourd'hui, l'Europe est de nouveau en guerre.

Il rappelle que Poutine combat tout simplement la démocratie, la liberté, les valeurs pour lesquelles l'Europe s'est longtemps battue et qu'elle ne croyait plus menacées sur son sol.

Il note que, face à la Russie, le monde est de plus en plus polarisé et que nous devons tout faire pour défendre nos valeurs. Nous devons en particulier repenser nos relations économiques, notre stratégie de défense et nos partenariats avec les pays amis. Pour l'heure, conclut-il, il faut soutenir l'Ukraine et mettre la pression sur la Russie. (*Applaudissements.*)

M. Chris Stoffer, représentant de la Chambre des représentants des Pays-Bas, insiste sur le fait que l'invasion de l'Ukraine appelle une réponse ferme de l'Europe, car elle ne saurait rester impunie. Il ajoute que son pays soutient le peuple ukrainien et le projet de déclaration préparé.

Il rappelle que, en 2014, lors d'un sommet de l'OTAN, les dirigeants politiques se sont engagés à investir 2 % de leur PIB national dans la défense. À son sens, il est grand temps de tenir cette promesse, premier pas vers notre autonomie stratégique, car à l'évidence l'esprit de solidarité et d'amitié qui préside depuis la Seconde Guerre mondiale ne suffit plus. Il signale ainsi que les Pays-Bas ont d'ores et déjà augmenté leurs dépenses de défense, tout en ajoutant que le temps presse.

En conclusion, il cite cette phrase attribuée à Ralph Abernathy, qui combattit en faveur des droits civiques au côté de Martin Luther King : nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve, mais nous savons qui va déterminer notre avenir. (*Applaudissements.*)

Mme Ventsislava Lyubenova, représentante de l'Assemblée nationale de Bulgarie, observe que les derniers jours et les dernières nuits nous ont montré la face la plus sombre des ambitions humaines. Elle estime que cette agression contre la paix, la liberté et l'État de droit ne saurait rester sans réponse et que tous les pays amis de l'Ukraine doivent prendre les mesures qui s'imposent.

23

Elle rappelle que l'Union européenne doit rester unie, continuer à demander la paix et laisser les canaux diplomatiques ouverts. Comme tous les autres pays représentés ici, la Bulgarie va réfléchir aux moyens de participer aux opérations humanitaires, en tendant la main au peuple ukrainien comme aux Bulgares vivant en Ukraine.

La Bulgarie demande à la Russie d'interrompre immédiatement les opérations militaires et de se retirer d'Ukraine pour revenir aux principes du droit international.
(*Applaudissements.*)

M. Giorgos Karoullas, représentant de la Chambre des représentants de Chypre, relève que nous sommes à un tournant de notre histoire. Nos principes et nos valeurs sont menacés par la violation de l'intégrité d'un État souverain, ce qui rappelle les heures sombres de la Guerre froide. C'est, ajoute-t-il, la stabilité de toute l'Europe qui est menacée.

Hier, le Parlement chypriote a adopté une résolution condamnant cette agression, demandant le cessez-le-feu et le retrait immédiat des troupes russes. Il certifie que Chypre soutient l'intégrité territoriale de l'Ukraine ; par principe, insiste-t-il, toute violation du droit international doit être condamnée, quelle qu'elle soit.

Il déclare que, depuis quarante-sept ans, la Turquie occupe 40 % du territoire chypriote et y poursuit un processus de « turquisation » que Chypre condamne également.

Il affirme que seules la cohésion européenne et une véritable fermeté permettront d'adopter les mesures qui s'imposent, car l'Union européenne doit être unie et solidaire pour renforcer les structures de sécurité et défendre la stabilité internationale. (*Applaudissements.*)

M. Marko Mihkelson, représentant du Riigikogu d'Estonie, remercie à son tour le Sénat français d'avoir organisé cette réunion. Il se félicite d'observer une telle solidarité en

faveur de l'Ukraine, avant d'ajouter que nous devons à présent la concrétiser en joignant le geste à la parole.

Il insiste sur le fait que les combats en Ukraine menacent notre avenir commun et qu'il faut agir avant que la Russie ne fasse de nouvelles victimes – l'Estonie ou l'Europe tout entière. Les crimes qui se déroulent en Ukraine ne sauraient rester impunis.

Aux 70 % d'Ukrainiens qui souhaitent voir leur pays adhérer à l'Union européenne, il assure que l'Ukraine est la bienvenue si elle répond aux critères fixés. (*Applaudissements.*)

En conclusion, il déclare que les parlements nationaux de l'Union européenne doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour envoyer, sans attendre, de l'aide humanitaire à l'Ukraine. (*Applaudissements.*)

M. Emanuelis Zingeris, représentant du Seimas de Lituanie, exprime son soutien à l'Ukraine et invite l'ensemble de ses collègues à condamner fermement cet acte d'agression. Il ajoute que nous devons faire en sorte d'assurer l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne, résister à la dictature russe et lui infliger des sanctions.

Il relève que tous les partis politiques de son pays ont exprimé leur solidarité envers la population ukrainienne comme envers l'Ukraine, État démocratique et souverain. (*Applaudissements.*) Ces heures ne sont pas sans évoquer la Seconde Guerre mondiale et il a une pensée pour toutes les victimes de ce conflit, à commencer par les juifs.

Il insiste sur la nécessité d'envoyer à l'Ukraine tout ce dont elle a besoin, en particulier des équipements militaires, et de prendre les mesures économiques et financières qui s'imposent. Enfin, il demande à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe d'exclure la Russie du Conseil de l'Europe. (*Applaudissements.*)

M. Sergio Sousa Pinto, représentant de l'Assemblée de la République du Portugal, témoigne à l'Ukraine tout le soutien de la délégation portugaise. Il insiste sur la nécessité de mettre un terme aux exportations de pétrole et de gaz russes tout en déployant des sanctions fortes et immédiates.

L'Europe, annonce-t-il, doit se préparer à renouer avec les politiques de dissuasion.
(Applaudissements.)

M. Rihards Kols, représentant du Parlement de Lettonie, défend à son tour l'intégrité territoriale de l'Ukraine tout en insistant sur la nécessité d'infliger des sanctions à la Russie. Chaque Parlement, chaque pays de l'Union doit prendre des mesures en ce sens. Il est essentiel d'afficher clairement son camp.

À cet égard, il rappelle que la Biélorussie soutient l'invasion russe ; que, dans deux jours, au terme d'un référendum, ce pays sera très probablement considéré comme un territoire militaire russe et que nous devons également prendre des sanctions à son encontre, avec la même fermeté.

Il insiste sur le fait que la Russie est une autocratie se berçant de ses propres illusions et que l'invasion de l'Ukraine peut mettre en danger l'Europe entière. Aussi n'est-ce pas le moment, à son sens, de parler du changement climatique.

Il invite l'ensemble de ses collègues à ouvrir les yeux. À l'heure où la Russie attaque nos valeurs démocratiques, la liberté d'expression doit être utilisée à bon escient face à la propagande russe. *(Applaudissements.)*

Pour **M. Gerard Craughwell, représentant du Sénat d'Irlande**, cette conférence s'apparente à une réunion de famille dont tous les membres sont inquiets pour l'un d'entre eux, l'Ukraine. Il déclare que l'Irlande se tient aux côtés de l'Ukraine, soutient la mise en œuvre de

sanctions massives à l'égard de la Russie, et entend aider tous les Ukrainiens souhaitant fuir leur pays.

Il ajoute que les agresseurs devront répondre de leurs actes. L'Union européenne ne cherche pas le bain de sang, mais la paix. Il convient de couper les vivres à Poutine et à ses proches, de réduire notre dépendance à l'énergie russe, de frapper le système bancaire et financier de l'envahisseur, et d'être unis pour imposer des sanctions énergiques.

Il rappelle que nul n'a bougé pour défendre la Tchétchénie, la Géorgie ou la Crimée en 2014. Les paroles ne suffisent pas ; il importe désormais, insiste-t-il, d'agir ensemble et de manière très ferme. Même si l'Irlande n'est pas membre de l'OTAN, il l'invite à intervenir pour empêcher les avions russes de bombarder des innocents. (*Applaudissements.*)

M. Ahmet Aydin, représentant de la Grande Assemblée nationale de Turquie, souligne l'importance de cette conférence pour la sécurité en Europe.

Il conteste tout d'abord vigoureusement les propos du représentant de la partie grecque de Chypre, qui a parlé d'une invasion de la part de la Turquie : la seule invasion qui soit, estime-t-il, est l'occupation de toutes les fonctions administratives et gouvernementales par la seule partie grecque.

Il certifie ensuite que la Turquie soutient l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. La position russe est inacceptable et n'est conforme à aucun texte international. Elle fait peser une menace majeure pour la sécurité de la région et du monde.

Il assure que la Turquie est en accord total avec ses alliés. Cette crise prouve que son pays constitue un membre incontournable de l'OTAN. Il indique que la politique de sécurité de l'Europe doit être cohérente avec l'action de l'OTAN, et qu'elle doit non la dupliquer, mais la compléter.

Il souligne que ce n'est pas en fermant les frontières que l'on évite les crises. Il importe plutôt de faire preuve de solidarité et de développer les coopérations, car la sécurité de l'Europe commence au-delà de ses frontières. Il espère que la France, qui assure la présidence du Conseil de l'Union européenne, fera le nécessaire pour que les problèmes politiques auxquels la Turquie est confrontée soient résolus, et pour conclure de nouveaux accords de défense.

Il ajoute que son pays appuie pleinement le projet de déclaration communiqué. Il conclut enfin en remerciant la conférence d'accueillir la Turquie en tant que pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne.

M. Bjarni Jonsson, représentant du Parlement d'Islande, fait part de sa tristesse au regard des évolutions observées ces derniers jours. Il déclare que l'Islande condamne l'invasion de l'Ukraine par la Russie, un acte d'agression d'un autre âge qui viole le droit international et dont les conséquences sont dévastatrices.

Il indique que la première préoccupation doit être d'éviter les pertes civiles. Les enfants méritent un avenir. C'est pourquoi l'Islande appelle la Russie à retirer ses troupes immédiatement. Lors d'un débat au Parlement islandais, tous les partis politiques ont apporté leur soutien au peuple ukrainien.

Il estime que cette crise devrait inciter les Européens à renforcer leurs systèmes de sécurité et à consentir davantage d'efforts pour se donner les moyens de faire face ensemble à ce type de défis. Dans l'immédiat, il convient, explique-t-il, d'apporter une aide concrète et pragmatique à l'Ukraine.

Il remercie la France d'avoir placé le drapeau ukrainien à côté des drapeaux français et européen, un geste symbolique de solidarité. En conclusion, il espère que tous les gouvernements engageront des actions fortes pour soutenir l'Ukraine. (*Applaudissements.*)

M. Miodrag Lekić, représentant du Parlement du Monténégro, rappelle que les pays des Balkans occidentaux souhaitent adhérer à l'Union européenne, en respectant bien sûr les critères fixés.

Il indique que le gouvernement du Monténégro condamne l'attaque militaire de la Russie et que l'heure est à l'action, non à la rhétorique. Il propose de s'inspirer de la devise d'Auguste Comte : « Savoir pour prévoir, afin de pouvoir ». Il faut commencer par savoir pour appréhender la complexité de la situation. Il estime qu'il n'est pas exclu de parvenir à une solution diplomatique, et salue les efforts du Président de la République française en ce sens.

Il explique enfin qu'investir dans la sécurité et la prospérité de l'Ukraine et des Balkans occidentaux, c'est pour l'Europe investir dans sa sécurité et sa prospérité. (*Applaudissements.*)

M. Christian Tybring-Gjedde, représentant du Parlement de Norvège, déclare que la Norvège apporte son soutien au projet de déclaration et à la mise en œuvre de sanctions plus fermes à l'encontre de la Russie.

Il explique que les crises du futur mêleront des actions directes et indirectes, des interventions militaires et non militaires. Les crises seront plus nombreuses ; beaucoup n'atteindront pas le seuil d'intervention militaire, mais il faut aussi se préparer à des confrontations militaires massives. Avec l'évolution des technologies, les conflits seront souvent de nature hybride : les Européens doivent donc coopérer pour développer leurs technologies et augmenter leurs dépenses de défense, au sein de l'OTAN mais pas seulement.

Il salue la résistance ukrainienne qui se dresse pour défendre nos valeurs et notre manière de vivre occidentales. Sans doute, ajoute-t-il, nombre d'Occidentaux souhaiteraient aller se battre en Ukraine, mais il est à craindre que Poutine n'exploite ces velléités à des fins de propagande, en expliquant que la Russie protège l'Ukraine contre ces interventions étrangères.

En conclusion, il cite cette phrase de Benjamin Franklin : « Nous devrons œuvrer ensemble, ou être pendus séparément. » Il importe d'agir de manière collective.
(*Applaudissements.*)

M. Christian Cambon, président, conclut la session en constatant le consensus portant sur l'adoption du projet de déclaration solennelle, qui constitue un message de soutien aux Ukrainiens. Il espère que M. Poutine comprendra que les Parlements des pays européens sont unis et déterminés pour s'opposer à sa politique, qui bafoue le droit international et relève de méthodes d'un autre âge visant à contrer le désir de démocratie et de liberté de ses voisins.
(*Applaudissements.*)

La Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune et la politique de sécurité et de défense commune adopte le projet de déclaration commune sur la situation en Ukraine.

- Présidence de M. Jean-Louis Bourlanges, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale de la République française -

Première session – « Quelle réponse de l'Union européenne face à la crise en Ukraine ? »

M. Jean-Louis Bourlanges, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale de la République française, ouvre la première session, consacrée à la question suivante : « Quelle réponse de l'Union européenne face à la crise en Ukraine ? »

M. Éric Autellet, général d'armée aérienne, major général des armées françaises, constate que l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine constitue l'une des plus graves violations de l'ordre de sécurité européen depuis des décennies. Cette agression, qui a été condamnée avec fermeté par toutes les autorités politiques, et notamment le président Macron, bafoue le droit international et sape les fondements des valeurs défendues par l'Union européenne. Pour parvenir à ses fins, la Russie a recouru à des manœuvres d'intimidation, puis à une offensive militaire, plaçant tous les pays devant le fait accompli.

Alors que, depuis la fin de la Guerre froide, le continuum paix-crise-guerre prévalait, il explique que l'on fait face désormais à des stratégies hybrides qui jouent dans les intervalles, utilisent la dualité pour semer la confusion ou rendre difficile l'attribution des actes, et vont jusqu'à l'affrontement.

Un nouveau triptyque de la conflictualité apparaît : la compétition, la contestation, et l'affrontement. Selon le général Autellet, la compétition semble être devenue l'état normal des relations internationales, dans un contexte où certains États éprouvent une désinhibition à l'égard des règles de notre architecture de sécurité et n'hésitent pas à recourir à des manœuvres d'intimidation et à des stratégies du fait accompli pour parvenir à leurs fins. Cette compétition exacerbée peut évoluer vers la contestation, ouverte ou larvée, dans les domaines cyber ou informationnel. L'affrontement, comme en Ukraine, constitue le stade ultime, sans d'ailleurs exclure les états précédents.

Dès lors, il lui semble nécessaire, voire vital, d'afficher notre solidarité, notre cohésion et notre détermination. Sur le plan militaire, nous devons approfondir notre coopération et développer l'interopérabilité entre nos forces. À cet égard, la boussole stratégique européenne fixe un cadre commun et définit des objectifs thématiques et calendaires. Le chef d'état-major des armées françaises s'inscrit dans ce cadre lorsqu'il propose de faire preuve de pragmatisme dans l'approche des opérations : il convient de privilégier des cadres d'engagement qui laissent une marge de manœuvre aux États membres tout en étant compatibles avec la temporalité de leurs processus de décision ; il plaide pour des structures *ad hoc* et des coopérations structurelles entre les pays partenaires afin de gagner en réactivité et en agilité.

Le général Autellet ajoute que nous devons envisager les menaces contemporaines avec réalisme et repenser notre mode de gestion des crises. Celles-ci ayant évolué, nous devons prendre en compte leur durcissement, en nous dotant de capacités robustes ; cela doit faire partie de nos préoccupations de moyen terme. Il faut également prendre en compte les nouveaux champs de conflictualité : l'espace, le cyber, l'information, etc. Enfin, le développement d'une expertise militaire partagée contribuera à l'élaboration d'une réponse politique à ces nouveaux défis.

Il conclut en soulignant que les événements en Ukraine constituent un tournant dans l'histoire de l'Europe et qu'ils auront des conséquences sur la géopolitique de notre continent. Nous devons poursuivre nos efforts communs, en préservant la cohérence de nos travaux : la continuité entre les présidences passées et à venir fournit, estime-t-il, une preuve de cette solidarité. Au niveau militaire, cette cohérence se traduit par la complémentarité entre l'Union européenne et l'OTAN, fondement de notre défense collective. Il faut aussi s'interroger sur l'ambition opérationnelle de l'Union européenne, qui constitue l'expression politique de sa

solidarité stratégique, et réfléchir à de nouveaux outils pour faire face aux nouveaux enjeux de conflictualité. (*Applaudissements.*)

Mme Alice Guitton, directrice générale des relations internationales et stratégiques au ministère des armées français, qui s'exprime en visioconférence, souligne que cette conférence interparlementaire joue un rôle essentiel dans l'appropriation par les Européens des enjeux de sécurité majeurs auxquels le continent doit faire face.

L'invasion de l'Ukraine constitue un tournant. Après avoir menti et feint d'emprunter la voie de la diplomatie, M. Poutine a fait le choix délibéré de la guerre, en violation de la Charte des Nations unies et des principes fondateurs de l'ordre européen et international, au mépris des efforts diplomatiques intenses de la France, des pays européens et des États-Unis pour trouver une issue pacifique à la crise. La France condamne fermement cet acte qui ne fait suite à aucune provocation, dont les justifications sont dénuées de toute réalité, et qui renvoie à une vision du monde qui n'est pas la nôtre.

Elle indique que la France est pleinement solidaire de l'Ukraine et se tient aux côtés des Ukrainiens. Leur liberté est aussi la nôtre. La France poursuit ses efforts, y compris diplomatiques, dans toutes les instances, au sein de l'Union européenne, de l'OTAN, de l'ONU, etc. pour que cette guerre cesse. Elle continuera à fournir à l'Ukraine une aide économique, financière et humanitaire, ainsi que des équipements militaires.

Il est crucial que les Européens continuent à manifester leur unité et leur cohésion. La France n'a eu de cesse ces dernières semaines de consulter ses partenaires, et elle continuera de le faire en dépit des tentatives pour diviser les Européens. Plus que jamais, les alliés doivent faire preuve d'unité et de fermeté à l'égard de la Russie.

Mme Guitton considère que la conférence de presse tenue hier par le secrétaire général de l'OTAN, la présidente de la Commission européenne et le président du Conseil européen a constitué un signal très fort de cette unité. Elle note que l'Union européenne a réagi de manière unie, ferme et rapide. Un premier paquet de sanctions, adopté mardi, a pris effet mercredi soir. Jeudi matin, les 27 États membres ont exprimé sans ambiguïté leur condamnation de l'agression. Le Conseil européen a infligé des coups sévères à Moscou : les sanctions visent certaines personnes, les secteurs financier, de l'énergie et des transports, les exportations russes, ainsi que les délivrances de visas. Ces sanctions sont d'une ampleur inédite. L'Union européenne apportera aussi à l'Ukraine une aide sans précédent de 1,2 milliard d'euros.

Elle rappelle aussi que l'OTAN, alliance défensive, n'a cessé d'offrir à la Russie la possibilité d'un dialogue exigeant. Si aucune attaque contre l'un des membres de l'alliance n'a été constatée, l'OTAN se tient toutefois prête à toute éventualité : des consultations ont eu lieu sur la base de l'article 4 du traité de l'Atlantique Nord et l'activation des plans de réponse graduée a été décidée. Un sommet virtuel de l'OTAN se tiendra cet après-midi pour suivre l'évolution de la situation.

Elle indique que la France renforcera sa contribution à la présence avancée de l'OTAN en Estonie, accélérera le déploiement de soldats en Roumanie, et qu'elle est prête à déployer la force de réaction rapide, dont elle assure le commandement des composantes aériennes et terrestres.

Enfin, la France demandera, au sein de l'ONU, des comptes à la Russie : cette crise n'est pas seulement européenne, elle met en jeu la stabilité de l'ordre international.

L'invasion russe doit conduire les Européens à prendre conscience que le monde a changé et qu'il devient plus violent. Cette crise illustre la nécessité d'un réveil stratégique des

Européens, qui était déjà l'un des objectifs de la présidence française de l'Union européenne. Les États membres doivent renouveler leur engagement pour se doter d'une ambition opérationnelle solide, dont la boussole stratégique pourrait être le vecteur, en vue de réduire leurs dépendances et de renforcer leur résilience... (*La connexion est interrompue pour des raisons techniques.*)

M. Jean-Dominique Giuliani, président du conseil d'administration de la fondation Robert Schuman, relève que la solitude de l'Ukraine, que chacun déplore, ne doit pas masquer le fait que, dans le monde qui s'annonce, l'Union européenne sera elle aussi bien seule. Lorsque les Européens devront dessiner l'avenir de l'Europe, ils seront seuls. Certes, nous avons des alliés, mais ils sont loin et il ne leur appartient pas de décider à notre place.

L'autonomie stratégique, explique-t-il, c'est la possibilité de décider et d'agir de manière indépendante. Cette notion, sur laquelle la France a beaucoup insisté, est globale ; elle concerne notre résilience, notre résistance, mais aussi notre capacité de décider seuls. Il appartient aux Européens, insiste-t-il, de décider par eux-mêmes de leur avenir et de leur sécurité, de définir leur position face à la dictature russe, de choisir ce qu'ils veulent en termes d'indépendance technologique, économique, politique, etc.

Il précise que le concept d'autonomie stratégique, parfois mal compris, ne signifie pas qu'il faille renoncer à toute alliance : nous avons des alliés, mais les meilleurs alliés sont toujours les plus proches, non ceux qui sont au loin. L'autonomie stratégique doit être une priorité pour l'Europe. Pour y parvenir, nous devons discuter entre nous dans un esprit de solidarité, en regardant l'avenir et en étant bien conscients que nous seuls déciderons de notre avenir. (*Applaudissements.*)

Pour **M. Nik Prebil, représentant de l'Assemblée nationale de Slovénie**, la réponse de l'Union européenne à l'invasion terrifiante de l'Ukraine doit être ferme et rapide pour que le dictateur russe ressente l'effet des sanctions et que son peuple le pousse à mettre un terme à cette attaque. L'Union européenne et les États membres doivent apporter tout leur soutien à l'Ukraine.

Jeune parlementaire âgé de 30 ans, M. Prebil se dit très choqué par cette initiative cruelle et folle qui ne vise qu'à défendre des intérêts personnels en provoquant un bain de sang, et qui met en péril tout ce en quoi les Européens croient.

M. Bojan Kekec, représentant du Conseil national de Slovénie, explique que son pays comprend parfaitement la situation de l'Ukraine. La Slovénie, il y a trente ans, était dans une position similaire, en proie à l'agression russe. Il adresse donc toute sa compassion aux Ukrainiens. Des accords pour se protéger contre les menaces nucléaires sont essentiels, car le train de sanctions proposé n'est pas suffisant. Il rappelle que la liberté et la paix n'ont pas de prix. L'Europe tout entière, notamment les pays de l'Est, doit agir. Si l'Union européenne n'élargit pas l'espace de la démocratie, d'autres occuperont la place. Ainsi, la Slovénie soutient cette déclaration.

M. Michael Gahler, représentant du Parlement européen, estime qu'une réponse unie et la plus complète possible est nécessaire face à la volonté de destruction du dictateur russe. Il faut tout d'abord accueillir les réfugiés et exclure la Russie du système Swift. Les Européens n'auront pas froid cet hiver, car ils disposent d'assez de ressources en gaz et en pétrole. Il demande donc au gouvernement fédéral allemand de changer de position.

M. Reinhold Lopatka, représentant du Conseil national d'Autriche, rejoint les propos de M. Gahler. Il rappelle l'exigence de neutralité sur le plan militaire, mais pas sur le

plan politique, face à la remise en cause de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les acquis européens doivent être protégés, même si la Constitution autrichienne rappelle cette exigence de neutralité. Cependant, à Donetsk, à Lougansk et en Crimée, la population ukrainienne n'a pas été écoutée. Il faut donc contraindre la Russie à écouter cette voix : tous les Européens doivent faire front commun et prendre des sanctions. M. Lopatka remercie l'ensemble des parlementaires pour le signal fort envoyé aujourd'hui. (*Applaudissements.*)

M. Juozas Olekas, représentant du Parlement européen, rappelle que celui que l'on appelait autrefois « monsieur le président » est appelé depuis ce matin « monsieur le criminel », et qu'il est nécessaire de tendre la main à ceux qui défendent les valeurs européennes en Ukraine et qui demandent des mesures simples : sanctions, exclusion du système Swift et soutien militaire. M. Olekas demande à tous d'être forts et unis et d'agir immédiatement, car ils le doivent aux Ukrainiens. Il appelle chacun, dans son parlement national, à rappeler l'exigence d'une très grande fermeté, et demande de tripler la somme allouée pour aider l'Ukraine, car les 1,2 milliard d'euros actuels ne sont pas suffisants. (*Applaudissements.*)

Mme Alexandra Attalides, représentante de la Chambre des représentants de Chypre, souligne que l'inimaginable est advenu, la guerre en Europe. Depuis dix ans, l'Europe regarde Poutine devenir de plus en plus agressif, lui qui a su financer sa machine de guerre grâce à la facture énergétique européenne. Il n'aurait non pas fallu jouer l'apaisement, mais dénoncer ses méthodes brutales. Elle demande la plus grande fermeté envers Poutine et tous ceux qui violent le droit international. Une tolérance zéro est nécessaire. L'Europe doit désormais œuvrer pour son autonomie en matière de sécurité. Mme Attalides rappelle que Chypre est occupée illégalement depuis quarante-sept ans, et qu'elle se tient fermement aux côtés de l'Ukraine.

Mme Nathalie Loiseau, représentante du Parlement européen, affirme que les Européens ne feront pas la guerre à la Russie, car ils n'aiment pas la guerre et ne sont pas prêts. Cependant, ils doivent se préparer à défendre la démocratie, et surtout à sortir du débat infernal qui consiste à se demander s'il faut plus d'OTAN ou plus de défense européenne, car les deux sont nécessaires. Mme Loiseau insiste sur le fait que si l'Ukraine avait été dans l'OTAN, elle n'aurait pas été attaquée. Renforcer l'OTAN comme la défense européenne est donc crucial. Ne pas le comprendre, ce serait faillir au regard de l'Histoire et des générations futures.

M. Kim Valentin, représentant du Folketing du Danemark, compare M. Poutine à un enfant harcelant ses camarades de classe. Il déplore qu'il utilise le monde comme une cour de récréation. Il semble donc essentiel que les Européens ne montrent pas leur faiblesse s'ils veulent gagner la bataille. Un harceleur rit face à la compassion, ce n'est qu'un jeu pour lui. Poutine regarde l'Europe se débattre et ne changera pas en une seule nuit, ce qui impose de prendre des sanctions financières fortes pour frapper un grand coup, contre les banques et les avoirs des oligarques russes, et d'interrompre tous les investissements directs en Russie. La Russie est une économie faible, qui ne peut soutenir une guerre longue. M. Valentin conclut sur un appel à l'unité des Européens. (*Applaudissements.*)

M. Iñigo Barandiaran, représentant du Congrès des députés d'Espagne, exprime toute la solidarité du peuple basque aux Ukrainiens ; l'affront qui leur est infligé est un affront pour tous les démocrates. Il souscrit aux propos du président Bourlanges, qui demandait une réponse forte et unie, rappelant que la force vient de l'unité. Les Ukrainiens ont dit qu'ils étaient seuls, mais M. Barandian insiste sur le fait qu'ils peuvent compter sur l'appui de tous les parlements et peuples européens pour leur fournir toutes les ressources nécessaires, entre autres humanitaires, et les aider à survivre à cette guerre. (*Applaudissements.*)

M. Reinhard Hans Bütkofer, représentant du Parlement européen, partage toute la sympathie et la solidarité exprimées par chacun de ses collègues. Cependant, il demande aussi que chacun sache faire son autocritique. Il se demande comment les Européens en sont arrivés là. Ont-ils été naïfs ? Peut-être qu'ils ne voulaient pas voir les évolutions en cours, orchestrées par un dictateur révisionniste. Ont-ils été arrogants ? Il se demande enfin si les avertissements des ressortissants de l'Europe de l'Est n'ont pas été purement et simplement ignorés. Il demande donc à chacun de véritablement changer sa perception. (*Applaudissements.*)

- Présidence de Mme Patricia Mirallès, vice-présidente de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale de la République française -

M. Konstantinos Gioulekas, représentant du Parlement de Grèce, souligne que la population de son pays a connu une situation similaire à celle que vit l'Ukraine aujourd'hui. La communauté internationale et l'Europe sont mises face à leurs responsabilités, car les enjeux géopolitiques – respect des traités et du droit à vivre librement – et énergétiques sont cruciaux. Il insiste sur le fait que la Grèce respecte avant tout l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'ensemble des États membres. À l'instar de Chypre, occupée illégalement par la Turquie, la situation est traumatisante. Il en appelle donc à tous les partenaires de l'OTAN pour répondre de manière proportionnée à l'agression, et à l'Europe pour construire une stratégie autonome et montrer qu'elle est à même de faire face à ces attaques et à ces remises en cause des traités internationaux et des frontières.

M. Marko Mihkelson, représentant du Riigikogu d'Estonie, pense que le temps des mots est passé et qu'il faut agir. L'Estonie a décidé d'envoyer davantage de munitions et des kits destinés aux combattants. Il forme le vœu que l'Allemagne et la Finlande se mettent d'accord et aident l'Estonie à envoyer des armes. Enfin, il invite chacun, instamment, à

examiner comment bloquer les canaux de propagande russe en Europe et mieux protéger la liberté d'expression. (*Applaudissements.*)

M. Piero Fassino, représentant de la Chambre des députés d'Italie, condamne sans aucune hésitation les événements en Ukraine. Cette agression inacceptable est une tentative de retour à la théorie des souverainetés limitées, se traduisant par le souhait de la Russie de reprendre le contrôle sur certaines régions de l'Europe et d'en revenir à la Guerre froide. Il demande que le refus européen d'une telle stratégie soit catégorique. L'Union européenne doit garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et il faut inclure au plus vite ce pays dans les politiques européennes, car il doit savoir qu'il appartient à la famille des démocraties.

M. Fassino ajoute que les sanctions les plus sévères sont nécessaires : il faut une stratégie européenne commune de diversification des ressources énergétiques, pour réduire les approvisionnements venant de Russie et pour pouvoir imposer des sanctions très sévères. Il conclut en rappelant que ce conflit a provoqué un flux important de réfugiés, qu'il faut accueillir dans tous les États membres, en faisant preuve de solidarité. (*Applaudissements.*)

M. Maximilian Krah, représentant du Parlement européen, propose un certain nombre de réflexions pour construire une riposte utile, car les sanctions se doivent d'être efficaces, et non contre-productives. Une évaluation semble nécessaire, avant de céder à la précipitation. Il faut surtout éviter de pousser la Russie dans les bras de la Chine. M. Krah invoque alors Talleyrand, qui conseillait de se méfier de ses premiers mouvements : ils ont beau être nobles, ils ne sont pas forcément les plus sages.

M. Andrius Mazuronis, représentant du Seimas de Lituanie, rappelle les propos de M. Zelensky, selon lesquels l'Ukraine est seule face à cette agression fasciste et folle, face

au régime criminel de la Russie. Une aide militaire, économique, humanitaire est nécessaire, tout comme des sanctions absolument massives, mais ces sanctions n'arrivent pas, malgré les promesses. Il ajoute que la Fédération de Russie doit être isolée et exclue de toutes les activités internationales parlementaires. Il regrette que cette exclusion n'ait pas eu lieu plus tôt, après les événements de Tchétchénie, de Géorgie et de Crimée. Il conclut en affirmant que, demain, il sera trop tard. (*Applaudissements.*)

Mme Assita Kanko, représentante du Parlement européen, rappelle combien ces événements sont choquants et combien le fait de vivre en paix, sans guerre, dans une démocratie marquée de l'esprit des Lumières, nous semble acquis. Elle insiste sur le fait qu'il faut en réalité protéger notre liberté chaque jour.

Mme Kanko déplore que les Européens aient été roulés dans la farine, à cause de leur dépendance énergétique. Elle salue donc le projet de M. Macron de renforcer l'indépendance énergétique européenne. Elle ajoute qu'il faut aussi être vigilant face au poison de l'islam radical, qui va à l'encontre de l'idée européenne de liberté. Défendre les valeurs européennes est essentiel, notamment quand des pays tout proches sont en jeu. (*Applaudissements.*)

M. Bastiaan van Apeldoorn, représentant de la Chambre haute des Pays-Bas, considère que cette attaque brutale de l'Ukraine par la Russie viole les principes fondamentaux du droit international, notamment l'exigence de non-agression. Il décrit un président russe déclenchant une guerre depuis son palais du Kremlin, en toute sécurité, tandis que des civils sont massacrés. L'Europe doit donc répondre fermement, et Moscou doit comprendre le prix à payer. Il rappelle que de nombreux Russes ne veulent pas de cette guerre et qu'il faut emprunter à tout prix la voie diplomatique. Il souhaite un retrait des troupes russes pour restaurer l'intégrité

territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. Il conclut en s'interrogeant sur la manière de revenir à une voie diplomatique pour trouver une issue au conflit.

M. Kacper Plażyński, représentant du Sejm de Pologne, indique que, à la suite de l'annonce de sanctions, les marchés russes ont déjà chuté de 20 %. Il déplore que certains pays refusent l'exclusion du système Swift, notamment l'Allemagne. Il considère que le secteur énergétique allemand est en partie responsable de la situation actuelle, et qu'il bloque la prise de ces sanctions. Il rappelle que des sanctions Swift ont été imposées à l'Iran en 2012, alors que l'Iran ne faisait pas la guerre, tandis que, aujourd'hui, Poutine commet des crimes de guerre, défie les Européens et menace d'attaques nucléaires. Il demande que l'on soit très attentif à la situation personnelle de M. Zelensky et il conclut en fustigeant la position de l'Allemagne, qu'il qualifie de honteuse.

Mme Zeljana Zovko, représentante du Parlement européen, indique que, comme tous les Croates, elle ressent la violence de ce conflit dans sa chair. Elle-même a été réfugiée et a perdu des êtres chers. Elle rappelle sa solidarité avec le peuple ukrainien et avec toutes les familles qui souffrent. Elle demande à tous de rester unis et de ne pas abandonner les Ukrainiens, tout en soulignant l'importance de reprendre une voie diplomatique dès que possible. (*Applaudissements.*)

M. Pavel Fischer, représentant du Sénat de la République tchèque, indique que les services secrets russes sont très actifs en Europe. Il informe l'assistance que des douzaines d'agents russes ont été expulsés de son pays par le gouvernement tchèque et que d'importants stocks de munitions ont été découverts, montrant l'influence grandissante de la Russie au cœur même de l'Europe, dans les entreprises, les groupes de presse et auprès des figures publiques. Il invite donc l'ensemble des parlementaires à être très vigilants quant aux actes d'espionnage de la Russie et à ses espions, et à agir en conséquence. (*Applaudissements.*)

M. Titus Corlățean, représentant du Sénat de Roumanie, estime que les Européens paient le prix d'une position trop édulcorée et pas assez unie depuis mars 2014 ; il qualifie de pure plaisanterie les discussions d'alors sur les sanctions à prendre contre la Russie. La réaction n'a pas été à la hauteur après les événements militaires en Moldavie, en Géorgie et en Ukraine. Il demande donc que l'Europe et ses alliés de l'OTAN fassent entendre une voix claire, unie et cohérente, et que l'Europe offre une vraie perspective européenne pour l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, en rappelant que les Balkans doivent aussi faire l'objet d'une attention particulière, car ils pourraient souffrir de répercussions importantes de ce conflit.

M. Costas Mavrides, représentant du Parlement européen, soutient la condamnation unanime de l'agression contre l'Ukraine et demande des sanctions très rapides et fermes contre le Kremlin et contre M. Poutine lui-même. Il s'agit d'une violation flagrante du droit international et d'une nouvelle attaque contre les valeurs démocratiques. M. Mavrides rappelle les termes de la déclaration qui en appelle au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des pays, et il s'indigne de constater que, au nom de Turquie, M. Erdogan en soit signataire ; il dénonce une véritable hypocrisie, au regard de la situation chypriote. Il réclame instamment la construction d'une autonomie stratégique européenne, dans laquelle le leader soit la France, qu'il remercie pour l'organisation de cette conférence.

M. Cesár Sánchez Pérez, représentant du Congrès des députés d'Espagne, insiste sur le fait que cette crise touche le monde entier : cette attaque envers un pays souverain met en péril la sécurité de l'Europe et de l'ensemble du monde. L'Espagne respecte les traités, et attaquer l'intégrité territoriale de l'Ukraine, c'est attaquer celle de tous les États. À ses yeux, le temps de la réflexion et de l'analyse est passé et une action ferme s'impose, au nom de démocratie et de la liberté.

M. Vito Petrocelli, représentant du Sénat d'Italie, rappelle les images des bombes tombant sur l'Ukraine. À ses yeux, les parlementaires européens ont aussi fait des erreurs, et sont donc aussi coupables. Pendant huit ans, ils ont ignoré les événements du Donbass ; les autorités ukrainiennes, elles aussi, ont fermé les yeux sur l'action des Russes dans cette région. En conclusion, il souhaite que la voie de la diplomatie puisse se faire entendre de nouveau, car c'est le meilleur moyen d'aider l'Ukraine, tout en rappelant que, aussi difficiles que soient les décisions que prendra l'Ukraine, le soutien des Européens devra être indéfectible.

M. José Ramón Bauzá Díaz, représentant du Parlement européen, estime qu'en quelques jours l'Europe vient de changer de visage. Depuis soixante-dix ans, elle n'avait pas connu de guerre. Il revient à l'Europe d'aider l'Ukraine, en imposant des sanctions économiques à la Russie et en offrant à l'Ukraine ce que M. Poutine lui refuse, une vraie perspective européenne et transatlantique. Aujourd'hui, l'Ukraine est en feu. Il y va de la responsabilité de tous de défendre les valeurs qui ont triomphé après la chute du mur de Berlin, la démocratie et l'état de droit, la solidarité et la liberté. M. Bauzá Díaz demande une action rapide, et non plus des mots. (*Applaudissements.*)

Mme Isabel Meireles, représentante de l'Assemblée de la République du Portugal, évoque le bruit des bottes russes à la frontière ukrainienne, tandis que les cyberattaques russes et la propagande prennent le dessus. Elle rappelle les messages menaçants distillés par les pirates informatiques russes, notamment sur les portails numériques des institutions régaliennes ukrainiennes, déjà attaquées en 2015 et 2017. La Russie détruit aussi des données. Mme Meireles demande que l'Union européenne et l'Agence européenne de défense (AED) mènent une politique beaucoup plus musclée.

M. Gary Gannon, représentant de la Chambre des représentants d'Irlande, exprime la solidarité du peuple irlandais avec le peuple ukrainien. Aux portes de l'Europe, un

monstre a lancé une attaque contre une démocratie européenne. La réponse doit être rapide et sévère. Il ne faut pas aller crescendo, mais réagir fortement tout de suite.

L'Union européenne est un projet de paix, de liberté. La responsabilité des Européens est de se souvenir d'où ils viennent et de ne jamais accepter de compromis sur leurs libertés. Les pays européens peuvent décider d'un boycott contre la Russie. En conclusion, M. Gannon dénonce les ambassadeurs russes qui ont diffusé de fausses informations et appelle à les expulser de l'Union européenne. (*Applaudissements.*)

M. Rafael Damián Lemus Rubiales, représentant du Sénat d'Espagne, rappelle que le 26 avril prochain marquera le 85^e anniversaire des bombardements nazis contre la population sans défense de Guernica. À l'époque, l'Espagne démocratique avait demandé l'aide de l'Europe, mais celle-ci était restée immobile. Cette absence de réaction a donné des ailes au nazisme.

Aujourd'hui, douleur, terreur et mort ont été semées. L'attaque frontale contre les principes de l'Europe perpétrée en Ukraine, une première depuis la Seconde Guerre mondiale, doit pousser les Européens à la cohésion et à l'unité. Ils doivent empêcher la Russie de faire des affaires et l'asphyxier d'abord économiquement, même si cela a un coût pour les économies européennes. Se battre entraîne inévitablement douleur et sacrifice. (*Applaudissements.*)

Mme Rasa Jukneviciene, représentante du Parlement européen, affirme que Vladimir Poutine est un criminel de guerre qui comparaîtra devant un tribunal. Elle relate qu'un soldat ukrainien, Vitali Skakoune, s'est sacrifié pour faire sauter un pont afin d'empêcher les chars russes de passer. Elle appelle les Européens à envoyer des armes à l'Ukraine le plus tôt possible.

Le message doit être très clair : l'Ukraine fera partie de l'Union européenne. Les parlements des pays membres de l'Union européenne et de ceux de l'OTAN doivent former un front uni pro-Ukraine. Un tel réseau rendrait possible une coordination des actions. Mme Jukneviciene estime que les Européens doivent tout faire pour accélérer la chute de Vladimir Poutine. Et de conclure : Vive l'Ukraine ! (*Applaudissements.*)

M. Akif Çağatay Kılıç, représentant de la Grande Assemblée nationale de Turquie, exprime sa solidarité envers le peuple ukrainien. Selon lui, l'intégrité territoriale de l'Ukraine est intangible. Il appelle à ne pas dupliquer les efforts, mais à agir ensemble, en espérant que la rencontre des dirigeants de l'OTAN organisée cet après-midi même soit l'occasion d'envoyer un message très clair.

Les Chypriotes grecs et les Grecs ont mentionné la Turquie. Les forces armées turques stationnées à Chypre sont là pour les protéger, souligne-t-il.

M. Andrija Nikolić, représentant du Parlement du Monténégro, rappelle qu'il vient d'un pays qui, selon John Kerry, était sous la ligne de feu entre l'Ouest et Moscou en 2016 à cause de son intention de devenir membre de l'OTAN. Malgré la pression russe, le Monténégro a défendu son orientation atlantiste.

Un agresseur doit être poursuivi et puni. M. Nikolić exhorte ses collègues à ne pas oublier ce qui s'est passé dans les Balkans. L'agresseur s'arrêtera-t-il en Ukraine ou fera-t-il éclater un conflit au-delà, par exemple dans les Balkans ? Il faut prendre la situation très au sérieux, sinon les conséquences seront dramatiques, met-il en garde. (*Applaudissements.*)

M. Nuno Carvalho, représentant de l'Assemblée de la République du Portugal, assure que l'offensive russe sur l'Ukraine était très préparée, depuis longtemps. M. Poutine a constitué des réserves d'or importantes et réduit les échanges en dollars de 40 %

à 16 %. Il est prêt à faire face aux sanctions. M. Carvalho appelle les Européens à ne pas limiter leur réflexion à la présente attaque, mais à se préparer à la prochaine offensive, qui entraînera une guerre d'un autre type. (*Applaudissements.*)

M. Sergey Lagondinsky représentant du Parlement européen, se souvient qu'il déclarait, voilà un mois à peine, que les Européens avaient oublié ce que cela signifiait d'être face à des héros. Aujourd'hui, ils font face au démon impérialiste. Il réclame des sanctions dévastatrices contre la Russie, à la mesure de la dévastation engendrée par son attaque contre l'Ukraine, même si ces sanctions sont douloureuses pour les Européens.

M. Lagondinsky appelle ses collègues à tourner leur regard vers la Pologne et à soutenir celle-ci, notamment dans l'accueil des réfugiés ukrainiens, biélorusses et russes. Il demande que les Européens ne les oublient pas, et n'oublient pas non plus ce qu'ils doivent au peuple ukrainien, qui a besoin d'aide humanitaire. (*Applaudissements.*)

M. Utku Çakırözer, représentant de la Grande Assemblée nationale de Turquie, déclare qu'il condamne fermement l'agression de la Russie à l'encontre de l'Ukraine. Il appelle les Européens à ne pas oublier que l'approche adoptée jusqu'à présent était insuffisante, et à œuvrer conjointement avec les Balkans et la Turquie.

Une Chypre divisée a été admise au sein de l'Union européenne, déplore-t-il, et chacun a constaté à quel point cela a constitué une faute. Il juge honteux que les représentants chypriotes ou grecs utilisent la présente conférence pour dénoncer leur situation. Il rappelle qu'aucun traité ressemblant à celui qui régit Chypre n'a été signé concernant l'Ukraine.

M. Pavel Popescu, représentant de la Chambre des députés de Roumanie, raconte que son arrière-grand-mère était ukrainienne. Il prédit que sa fille, dans de nombreuses années, lui demandera ce que lui et ses collègues politiciens ont fait lorsque M. Poutine a

attaqué l'Ukraine. Il ne veut pas avoir à lui répondre qu'il était tranquillement assis à Paris, à annonner les clichés habituels, dans sa bulle.

Il remercie les États-Unis pour leurs efforts et l'Allemagne pour sa dénonciation de « l'éléphant dans un magasin de porcelaine », et enjoint de penser à l'Ukraine, dont le peuple est massacré. L'Europe représente un soutien de centaines de millions de concitoyens. Sera-t-elle suffisamment courageuse pour défendre ses droits ?

M. Popescu appelle les Européens à être prêts à appliquer des sanctions à long terme, en écartant dès à présent la Russie du système bancaire Swift. Il souligne que la situation actuelle n'est pas une répétition, mais bien l'histoire en marche. (*Applaudissements.*)

M. Athanasios Lioutas, représentant du Parlement de Grèce, répond aux Turcs que la Turquie transgresse le droit d'un peuple entier, les Chypriotes.

La conférence de ce jour, note-t-il, se tient dans un contexte dramatique, où la Russie viole tous les traités internationaux. Il apporte son soutien au peuple ukrainien et précise que le ministère des affaires étrangères grec aide les Grecs de Marioupol, avec un plan d'évacuation.

Les pays alliés ont toujours condamné, ensemble, les agressions russes. Leur réponse doit comprendre des sanctions très fortes contre la Russie. Il faut réagir aux violations tragiques du droit international commises à l'encontre d'un pays européen, dont l'intégrité territoriale est menacée. La consolidation de l'indépendance énergétique doit notamment être une priorité.

Le général d'armée aérienne Éric Autellet, major général des armées françaises, juge toutes ces interventions très impressionnantes. Quand il y a une volonté, il y a

un chemin, rappelle-t-il. Beaucoup de travaux ont été menés pour adapter et développer les structures, de telle sorte que les Européens sont prêts à agir. (*Applaudissements.*)

M. Jean-Dominique Giuliani, président du conseil d'administration de la Fondation Robert Schuman, estime que l'émotion est partagée à tous les niveaux. Il est important de se tourner vers l'avenir, en exprimant la solidarité et l'unité de l'Union européenne. C'est ensemble que les Européens dessineront l'avenir de leurs peuples et de leurs pays. Et ce, dans l'autonomie stratégique, l'indépendance et la liberté, avec beaucoup d'enthousiasme. (*Applaudissements.*)

Mme Patricia Mirallès, vice-présidente de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, présidente, témoigne du plaisir et de l'honneur qu'elle a eus à présider cette séance. Le sujet évoqué tient à cœur à tous, dit-elle, avant de conclure qu'aujourd'hui nous sommes tous Ukrainiens, plus qu'hier et moins que demain.

La séance est suspendue à 13 h 05.

- Présidence de Mme Nathalie Loiseau, présidente de la sous-commission « sécurité et défense » du Parlement européen -

La séance est reprise à 15 h 30.

Deuxième session – « Quelle action de l'Union européenne en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ? »

Mme Nathalie Loiseau, présidente de la sous-commission « sécurité et défense » du Parlement européen, présidente, remercie tous les parlementaires et intervenants pour leur présence et exprime tout particulièrement sa reconnaissance à

Mme Svetlana Tikhanovskaïa, qui s'est déclarée présidente du gouvernement biélorusse en exil, venue témoigner. (*Applaudissements.*)

Mme Svetlana Tikhanovskaïa, chef de file de l'opposition issue de la société civile de Biélorussie, remercie tout d'abord le président Larcher et la présidence française du Conseil de l'Union européenne de l'avoir conviée.

Elle estime qu'il n'est pas exagéré de dire que l'avenir de l'Europe, de l'Ukraine et de la Biélorussie sont discutés en ce moment même. La Russie et le régime d'Alexandre Loukachenko mènent un assaut contre l'Ukraine, mais aussi contre l'Europe, d'une ampleur inédite depuis la Seconde Guerre mondiale. L'attaque contre Kiev ressemble à une scène de cinéma tant il est difficile d'imaginer, en 2022, en plein cœur de l'Europe, que des personnes soient contraintes de se cacher dans le métro pour échapper à des bombardements. Certains s'organisent en groupes d'autodéfense, dont de nombreux Biélorusses qui ont fui leur pays.

Les attaques contre l'Ukraine violent le droit des Nations à l'autodétermination. Le président de la Fédération de Russie ne reconnaît ni la souveraineté ni les États-nations d'Ukraine et de Biélorussie. Il estime qu'ils appartiennent à sa sphère d'influence, ce qui révèle un état d'esprit obsolète.

Mme Tikhanovskaïa affirme que son cœur est avec les Ukrainiens, qui luttent pour leur pays et pour toute l'Europe. Cette attaque est un test pour cette dernière : c'est seulement si elle empêche que ses voisins soient maltraités sans conséquence qu'elle triomphera. Si l'Europe n'arrête pas M. Poutine en Ukraine, il sera un jour aux portes de Berlin ou de Paris.

Jamais l'attaque contre l'Ukraine n'aurait été possible si M. Loukachenko n'avait offert la Biélorussie à la Russie. C'est depuis son territoire que les hélicoptères, les avions, les

tanks et autres engins entrent sur le territoire ukrainien. Il est en effet beaucoup plus rapide de passer par la Biélorussie occupée pour atteindre Kiev, que par la Russie.

M. Loukachenko a remis la souveraineté de la Biélorussie à M. Poutine en échange de son soutien en 2020, pour maintenir au pouvoir son régime fantoche. Seuls 12 % des Biélorusses estiment que leur pays doit soutenir la Russie contre l'Ukraine, pourtant aucune manifestation de masse ne se tient. Pourquoi ? Parce que les Biélorusses qui pourraient s'exprimer sont emprisonnés ou ont fui leur pays. Plus de 50 000 d'entre eux sont détenus, y compris le mari de l'oratrice, condamné à dix-huit ans de réclusion. Nombre de médias ou d'entreprises ont été expulsés ou sont contrôlés. La Biélorussie est dominée par la crainte.

Il a fallu neuf mois à l'Union européenne pour mettre en place un premier train de sanctions à l'encontre du pouvoir biélorusse, très tardivement. Faute d'une véritable riposte, face à de simples condamnations, le sentiment d'impunité du régime a été renforcé. Or tout le continent européen est menacé par la Fédération de Russie.

Un référendum doit se tenir ce dimanche sur le statut de neutralité et de force non nucléaire de la Biélorussie, alors que des troupes russes seront présentes dans le pays. Chacun doit comprendre que M. Loukachenko représente une menace contre la paix en Europe au même titre que le président de la Fédération de Russie. Il faut que les Européens agissent courageusement ensemble, car leur superpouvoir, c'est la solidarité. Ils doivent l'exprimer.

Chacun doit comprendre qu'on ne peut pas rééduquer les dictateurs. Toute tentative de paix avec eux les conforte dans leur sentiment d'impunité. Mme Tikhanovskaïa appelle instamment les Européens à cesser de reconnaître les autorités de Minsk, qui ne sont ni légitimes ni légales. Elle demande les sanctions les plus fortes et rapides possibles. Les demi-mesures n'auront pas de succès.

Mme Tikhanovskaïa dit avoir accepté, après concertation avec les forces démocratiques, de représenter la Biélorussie et de former un gouvernement de transition pour mener son pays vers des élections démocratiques et l'indépendance. M Loukachenko ne remplit pas sa tâche de défenseur de l'indépendance. Mais la volonté du peuple est plus forte que les bombes. Avec l'aide des Européens, la justice et la liberté prévaudront.

Mme Tikhanovskaïa demande que l'on soutienne l'Ukraine et la Biélorussie et que l'on ne laisse pas les dictateurs écrire l'histoire, car ce n'est pas à eux qu'elle appartient. (*Mmes et MM. les membres de la conférence interparlementaire se lèvent et applaudissent longuement.*)

M. Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, remet à Mme Tikhanovskaïa, au nom du président du Sénat français, la médaille d'honneur du Sénat, signe de son soutien à sa lutte en faveur de la liberté et des droits de l'homme. (*Applaudissements.*)

M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères de la République française salue les propos marquants qui viennent d'être tenus par Mme Svetlana Tikhanovskaïa. Un sommet du Conseil de l'Atlantique Nord, auquel participent le Président de la République et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a été convoqué en urgence pour faire face à ce qui constitue une situation de crise sans précédent. Les membres des assemblées françaises ont pris connaissance du message du Président de la République. Le recours à cette procédure exceptionnelle de la démocratie française est à la mesure de la gravité, exceptionnelle elle aussi, de la situation.

En dépit de tous les efforts diplomatiques qui ont été fournis, la Russie a fait le choix de la guerre en engageant une attaque militaire massive contre l'Ukraine. Ce choix

délibéré, qui contrevient à tous les engagements pris par les autorités russes et réitérés il y a quelques jours encore, constitue une violation flagrante de la Charte des Nations unies et des principes fondateurs de l'ordre européen et international. Le Président de la République a évoqué « un tournant dans l'histoire de l'Europe et de notre pays. »

En attaquant l'Ukraine, le président Poutine signe en effet le retour de la guerre à grande échelle sur le continent européen. Il s'en prend aux fondements mêmes de la sécurité européenne et de l'ordre international construits, pierre après pierre, depuis 1945.

Face à la guerre, la réponse de l'Union européenne et de la France s'articule autour de trois actions complémentaires : fournir à l'Ukraine et à son peuple tout le soutien possible, maximiser, pour la Russie, le coût de son agression à travers l'établissement de sanctions sans précédent, et renforcer le soutien aux alliés du flanc Est. Sur ces trois volets, l'unité des Européens constitue une donnée frappante et constante depuis le début de la crise.

L'action de l'Union européenne en appui à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine s'exprime concrètement de trois manières. L'accord d'association signé entre l'Union européenne et l'Ukraine au printemps 2014 est le plus ambitieux et le plus étendu jamais conclu par l'Union avec un partenaire oriental. L'Union européenne est ainsi le premier donateur de l'Ukraine, avec 17 milliards d'euros d'aides versés depuis 2014.

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne réunis en urgence le 24 février au soir pour un Conseil européen extraordinaire consacré à ce conflit ont réaffirmé leur volonté d'apporter à l'Ukraine un soutien supplémentaire. Une aide économique d'urgence, à hauteur de 1,2 milliard d'euros, à laquelle la France prendra toute sa part, a été décidée à cette occasion. À cela s'ajoutent l'augmentation des moyens consacrés au renforcement des capacités de l'armée ukrainienne, *via* la Facilité européenne pour la paix, ainsi qu'un soutien à

l'enseignement militaire professionnel. Des contacts sont également en cours en matière de coopération cyber et de livraison de matériel.

Sur le plan humanitaire, Kiev a demandé le 15 février l'activation du mécanisme de protection civile de l'Union européenne (MPCU), en présentant une liste de matériels d'urgence. Sur cette base, le 24 février, la France a acheminé 33 tonnes de matériel et travaille à l'envoi d'une aide médicale importante dans les prochains jours.

Le deuxième volet de l'action européenne en appui à l'Ukraine concerne les sanctions. Le Conseil européen extraordinaire du 24 février a décidé l'adoption d'un deuxième paquet de sanctions contre la Russie, qui s'ajoute à celui qui avait été adopté le 22 février en réponse à la reconnaissance de l'indépendance des entités séparatistes. Jamais l'Union européenne n'avait adopté de mesures aussi fortes contre un État, et jamais elle n'avait agi aussi rapidement pour ce faire. Ces mesures couvrent les secteurs financier, énergétique, et de transport, ainsi que les biens à double usage, le contrôle et le financement des exportations et les visas. Des mesures additionnelles seront prises par ailleurs contre le régime biélorusse, à travers l'établissement d'un sixième paquet de sanctions.

L'unité transatlantique et la coopération entre l'Union européenne et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) constituent également un signal fort envoyé à Vladimir Poutine. Des décisions importantes seront prises ce jour, dans lesquelles, là aussi, la France prendra toute sa part. Le président Emmanuel Macron a annoncé en particulier sa décision de renforcer les effectifs militaires français en Estonie et d'accélérer leur déploiement en Roumanie.

M. François Delattre réitère auprès de Mme Svetlana Tikhanovskaïa l'affirmation de la pleine solidarité de la France à l'égard de la population biélorusse et de ses aspirations

démocratiques. La France est plus que jamais attachée à la souveraineté et à l'indépendance de la Biélorussie. La complicité du régime d'Alexandre Loukachenko dans l'invasion de l'Ukraine par la Russie, au mépris du droit international et des accords signés, marque une nouvelle étape dans le processus de soumission de Loukachenko à la Russie.

Le Président de la République a déclaré à l'issue du Conseil européen du 24 février : « L'Europe n'a d'autre choix que de devenir une puissance. » La France ne ménagera aucun effort pour parvenir à relever ce qui constitue le grand défi de notre génération.
(Applaudissements.)

Mme Laure Delcour, maître de conférences à l'université Sorbonne nouvelle, visiting professor au Collège d'Europe à Bruges souhaite revenir sur l'appui apporté par l'Union européenne à l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis 2014, et examiner les leçons qui peuvent en être tirées pour la période actuelle.

Depuis huit ans, l'approche de l'Union européenne en faveur de l'intégrité territoriale de l'Ukraine s'est articulée autour de trois piliers complémentaires : la redéfinition des relations avec la Russie, notamment à travers la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne de 2016, qui la désignait comme un défi stratégique – défi auquel l'Union européenne a répondu en révisant ses liens avec Moscou autour des cinq principes directeurs définis en mars 2016 dont le premier posait comme condition essentielle à toute modification des liens avec la Russie la mise en œuvre des accords de Minsk – ; un appui massif à la reconstruction de l'État ukrainien *via* l'encouragement de réformes en faveur de la gouvernance démocratique et de la stabilité ; et une réflexion relative à l'autonomie stratégique de l'Union européenne – apparue d'autant plus nécessaire après l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass.

L'invasion actuelle de l'Ukraine confirme la pertinence de ces trois piliers, en même temps qu'elle rend leur révision nécessaire.

Les outils déployés par l'Union européenne depuis 2014 reflètent le caractère global et de long terme de son approche. Les missions décidées dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), notamment le conseil aux forces de sécurité intérieure ukrainiennes, ont permis d'appuyer l'Ukraine dans la réforme de ses institutions.

Les sanctions prises en 2014 à l'encontre de la Russie visaient à affirmer le positionnement européen sur la question de l'intégrité territoriale ukrainienne et des relations avec Moscou. Malgré la complexité de cette question, liée à la diversité des liens des États membres avec la Russie, les Européens se sont entendus dès 2014 sur un positionnement clair condamnant fermement les actions de cette dernière. Depuis huit ans, la cohérence et l'unité de l'Union européenne ont été constantes dans l'application des sanctions. De ce point de vue, les sanctions ont rempli leur rôle. Elles ont cependant connu un échec cuisant s'agissant de leur fonction dissuasive, car elles n'ont pas abouti à un changement de comportement des autorités russes.

La cohérence de l'Union européenne perdurera probablement et sera même renforcée par la brutalité de l'attaque russe, mais les sanctions décidées cette semaine seront sans doute insuffisantes pour avoir, à court terme, un effet dissuasif sur les autorités russes. Le caractère de long terme de la démarche européenne mérite néanmoins d'être rappelé. Elle offre en effet une autre solution que celle présentée par les autorités russes en Ukraine et, plus largement, dans l'espace postsovietique. (*Applaudissements.*)

M. Andrej Černigoj, représentant de l'Assemblée nationale de Slovénie
considère que la menace de sanctions présentée par l'Union européenne à la Russie ne suffit

pas. L'Union européenne doit renforcer immédiatement ses troupes dans les pays voisins et dans l'espace aérien au-dessus de l'Ukraine. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies doivent en outre envoyer des casques bleus près de la frontière ukrainienne pour aider les réfugiés. Enfin, l'Union européenne doit mettre en place un groupe militaire prêt à intervenir dans le cas où la Russie réussirait à prendre Kiev.

Toutefois, cela n'arrêtera pas la guerre. Il faut se souvenir de Chamberlain. Il ne faut pas oublier la situation des Balkans occidentaux. Il ne faut pas que l'horreur recommence. Même si elle n'empêchera pas qu'il y ait des victimes, une action rapide est la garantie d'une limitation des pertes. (*Applaudissements.*)

M. David Stögmüller, représentant du Conseil national d'Autriche souligne l'importance de l'élaboration d'un consensus au sein de l'Union européenne concernant l'exclusion de la Russie du système Swift. Il faut également penser aux jeunes Ukrainiens, qui ont grandi dans l'espérance d'une vie libre, car ce rêve leur a été ravi avec violence. L'Union européenne doit leur rendre. Elle est aux côtés de l'Ukraine à qui elle promet un avenir libre et souverain. Cela ne doit être remis en question d'aucune façon, et certainement pas par Vladimir Poutine. (*Applaudissements.*)

M. George Koukoumas, représentant de la Chambre des représentants de Chypre juge l'intervention russe en Ukraine condamnable. Il s'agit d'un acte de violence commis en violation du droit international et contre la souveraineté de l'Ukraine. Il importe de penser aux civils, qui se trouvent sous le feu des bombardements. Mais il convient également de renforcer la crédibilité de l'Union européenne. Les mesures prises contre Poutine doivent valoir contre les autres régimes autoritaires en Europe, notamment celui d'Erdoğan, qui continue le commerce des armes. Il faut absolument combattre le « deux poids, deux mesures ». La priorité est au retour au dialogue et au retour à la paix, à la sécurité et au bien-être de tous.

M. Rasmus Nordqvist, représentant du Folkeeting du Danemark rappelle l'importance de l'action humanitaire. Les premières cibles, en cas de guerre, sont les enfants, les minorités et les groupes les plus vulnérables. Les Européens doivent en avoir conscience et garder cette réalité à l'esprit pour le déploiement de leurs actions humanitaires – dans l'immédiat, mais aussi une fois le conflit terminé. (*Applaudissements.*)

Mme Ana María Botella Gómez, représentante du Congrès des députés d'Espagne témoigne de sa fierté à la suite de la visite d'une délégation du Parlement européen en Ukraine, menée par M. David McAllister et Mme Nathalie Loiseau. Les parlementaires doivent être près des citoyens, notamment lorsqu'ils souffrent. Pour que l'Union européenne soit un acteur crédible, elle doit se doter d'une structure de sécurité et de défense. Les exemples de la Libye et du Sahel le montrent : il faut parfois agir sur le terrain, et avoir recours à l'OTAN. Des capacités complémentaires doivent être mobilisées. L'Union européenne doit aider l'Ukraine en utilisant tous les instruments qui se trouvent à sa portée. (*Applaudissements.*)

M. Léon Gloden, représentant de la Chambre des députés du Luxembourg observe que la Russie a quitté le chemin de la démocratie. Le Grand-Duché de Luxembourg condamne fermement la guerre menée contre l'Ukraine et réitère son soutien au peuple ukrainien. L'Union européenne doit se doter des moyens et des structures nécessaires pour mettre sur pied une armée européenne. Il est temps d'agir au lieu de réagir. (*Applaudissements.*)

Mme Ana Miguel dos Santos, représentante de l'Assemblée de la République du Portugal indique que l'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue une atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Europe tout entière. L'Europe ne peut rester passive ni se contenter de proférer des menaces. Il lui faut passer à l'action, le plus rapidement et le plus fermement possible, avant qu'il ne soit trop tard. (*Applaudissements.*)

M. Niklas Karlsson, représentant du Riksdag de Suède abonde dans ce sens : il est temps de passer à l'action. Les États membres de l'Union européenne doivent être unis dans leur soutien à l'Ukraine. L'invasion de ce pays n'a pas été provoquée, elle est illégale. Il faut réagir aux côtés de l'Ukraine, au nom de la solidarité européenne. Les sanctions doivent être mises en œuvre rapidement et à même de déstabiliser l'économie russe. L'Union européenne doit se montrer déterminée à combattre pour défendre ses valeurs fondamentales ainsi que son mode de vie. (*Applaudissements.*)

M. Alekos Tryfonides, représentant de la Chambre des représentants de Chypre estime que la situation de l'Ukraine requiert une évaluation rapide par l'Union européenne de son positionnement sur la scène internationale. L'Europe doit décider rapidement quel acteur elle souhaite devenir. Elle ne peut pas être le témoin passif des souffrances du peuple ukrainien, mais saisir l'occasion unique qui se présente de construire une véritable politique de sécurité et de défense commune, à même d'assurer la paix, la stabilité et la coopération entre ses États membres. (*Applaudissements.*)

M. Iñigo Barandiaran, représentant du Congrès des députés d'Espagne observe que, la situation évoluant d'heure en heure, les réponses à y apporter varient forcément. La question se pose de savoir quelles seront les décisions prises par les institutions ukrainiennes et la réalité connue par le peuple ukrainien si les troupes russes font disparaître l'actuel gouvernement ukrainien. La situation est difficile, et l'union dans l'action indispensable. (*Applaudissements.*)

M. Enrico Aimi, représentant du Sénat d'Italie souligne la nécessité de prendre le chemin de l'autonomie stratégique. L'Union européenne doit devenir une superpuissance en défendant ses intérêts, au même titre que les États-Unis ou la Chine, et ne pas oublier ses racines judéo-chrétiennes, grecques et romaines ni les principes de paix et de liberté qui animent ses

peuples. Pour y parvenir, et ne pas s'abaisser face à la véritable guerre civile européenne qui se joue aujourd'hui, une autonomie militaire et énergétique est indispensable. (*Applaudissements.*)

Mme Beatriz Gomes Dias, représentante de l'Assemblée de la République du Portugal témoigne du rejet par son pays de ce conflit impérialiste et de l'invasion de l'Ukraine, et souligne l'importance de penser aux habitants de ce pays. Des mesures doivent être prises pour protéger les réfugiés ukrainiens en Europe et défendre les droits de l'homme. Il faut envisager toutes les actions possibles pour alléger la souffrance des Ukrainiens et les protéger. (*Applaudissements.*)

M. Gerard Craughwell, représentant du Sénat d'Irlande juge nécessaire de réduire le nombre et l'importance des diplomates russes dans les différents États membres, car ce qui se produit est inacceptable. L'Union européenne n'a pas peur de Vladimir Poutine, ses États membres étant forts ensemble. (*Applaudissements.*)

M. Juan Antonio Delgado Ramos, représentant du Congrès des députés d'Espagne souligne le fort soutien apporté par l'Espagne aux Ukrainiens. L'Europe doit réfléchir aux mesures à prendre, au-delà de la condamnation et des sanctions économiques, car elle doit être actrice de son présent et de son avenir. L'ONU doit aussi jouer un rôle important, car la diplomatie ne saurait être abandonnée. Enfin, l'Europe doit mettre en place des corridors humanitaires, mais sans reproduire les erreurs commises en la matière en Syrie. (*Applaudissements.*)

M. Akif Çağatay Kiliç, représentant de la grande Assemblée nationale de Turquie observe qu'un fort soutien envers l'Ukraine a été exprimé depuis le début de la présente réunion et que des efforts sont menés pour trouver une réaction adaptée à la situation. M. Akif Çağatay Kiliç, arrivé à Paris de Sarajevo, rappelle qu'il ne faut pas oublier les

événements du passé. Rien n'est terminé. Il ne faut oublier ni les mots de ses ennemis ni le silence de ses amis.

L'Europe ne se définit pas par une conviction ou une culture. La question qui se pose entre la Turquie et Chypre demeure. M. Akif Çağatay Kılıç s'interroge sur le nombre de banques russes qui continuent d'opérer sur la partie chypriote de l'île.

M. Özgür Ceylan, représentant de la grande Assemblée nationale de Turquie

remarque que le monde ne devrait pas rester silencieux face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et au cri lancé par les Ukrainiens. La dépendance au pétrole et au gaz constitue un danger. Les énergies renouvelables peuvent constituer un atout efficace pour l'avenir du monde. M. Özgür Ceylan condamne par ailleurs les propos tenus par les parlementaires chypriotes, car il n'y a aucune similarité entre ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine et la situation de Chypre. La Turquie a apporté la paix à cette île. Évoquer ce sujet lors d'une réunion aussi importante que celle d'aujourd'hui constitue un manque de sincérité.

M. Tobias Elwood, représentant de la Chambre des communes du Royaume-

Uni note que le fait de voir les troupes russes pénétrer dans une capitale étrangère, Kiev, paraissait impensable au XXI^e siècle. Les règles du jeu ont changé. Des campagnes de désinformation sont lancées. La *Douma* approuve les actes de Poutine. De grandes questions se posent donc concernant la sécurité de l'Union européenne. L'OTAN constitue le seul atout susceptible de changer la donne. Or cette option n'a pas été utilisée. Pour l'instant, la seule possibilité qui se présente consiste à fournir des armes et du matériel au peuple ukrainien, et à envisager une zone neutre entre Kiev et le reste de l'Union européenne.

L'Union européenne suit passivement les événements, mais s'avère incapable de les façonner. Ce qui se produit actuellement dépasse l'Ukraine. C'est une remise en question

des modes de vie européens. À l'issue de décennies de paix relative, l'Europe est entrée dans une nouvelle ère d'instabilité. Il appartient aux pays européens de travailler ensemble pour relever le défi qui leur est lancé par Vladimir Poutine. L'alliance naissante entre la Russie et la Chine risque de changer complètement la direction empruntée par la sécurité mondiale.

Mme Svetlana Tikhanovskaïa, chef de file de l'opposition issue de la société civile de Biélorussie, exprime sa reconnaissance d'avoir été invitée à Paris pour prendre la parole au nom du peuple biélorusse. Comme tous les intervenants, elle soutient l'Ukraine face à l'invasion russe.

Pour Mme Tikhanovskaïa, les prochaines négociations entre les parties au conflit ne doivent pas se tenir à Minsk, car le régime biélorusse est, avec la Russie, un agresseur belligérant. Elle estime que l'Union européenne doit faire montre d'unité et de courage pour appuyer l'Ukraine. Elle conclut en remerciant l'assemblée et en souhaitant une longue vie à la Biélorussie, à l'Ukraine et à l'Europe. (*Applaudissements.*)

Selon **M. François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères de la République française**, qui résume les échanges, tous les intervenants ont affirmé leur solidarité avec l'Ukraine, condamné sans fard l'agression russe et appelé au renforcement du rôle de l'Union européenne en matière de diplomatie et la défense. La diplomatie française soutient ces trois orientations. La France se réjouit des progrès constatés en matière de défense et de sécurité européennes – tel est d'ailleurs l'objet de la boussole stratégique de l'Union européenne. L'autonomie énergétique de l'Union représente également un défi important, elle doit être construite patiemment.

M. Delattre indique que la France tente, au sein de l'ONU et du G7, de convaincre ses partenaires du monde entier de condamner l'aggression russe. Il convient également de faire

preuve de vigilance quant aux interventions éventuelles de la Russie en Bosnie, en Moldavie et en Géorgie, mais aussi au Mali. L'unité et la solidarité européennes ne sont pas de vains mots : à la parole doit désormais succéder l'action. (*Applaudissements.*)

Mme Laure Delcour, maître de conférences à l'université Sorbonne nouvelle, visiting professor au Collège d'Europe à Bruges, estime que ce conflit, par-delà ses aspects humains émouvants, représente un tournant historique, qui façonnera l'Europe et le monde pour les quarante prochaines années. Elle juge nécessaire de parachever la construction européenne dans les domaines de la défense, de l'énergie et des migrations, l'Union européenne devant devenir pleinement autonome sur la scène internationale.

Mme Delcour s'interroge sur les finalités de l'intervention russe en Ukraine : s'agit-il d'annihiler le pays ou de l'occuper ? Il convient en tout cas de faire preuve de vigilance dans les autres pays de l'espace post-soviétique, ainsi que dans les Balkans occidentaux.

Ce conflit se traduira sans doute par une rupture durable, sinon définitive, avec les autorités russes. Toutefois, il convient de préserver des liens avec la société russe, notamment les ONG, mais aussi les étudiants, qui manifestent actuellement à Moscou et Saint-Pétersbourg contre l'invasion de l'Ukraine. Il est nécessaire de les aider à préparer la Russie de demain. (*Applaudissements.*)

M. David McAllister, président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, remercie chaleureusement les parlementaires français et les services du Sénat et de l'Assemblée nationale d'avoir organisé cette conférence dont la tonalité est si particulière, compte tenu des circonstances, et que chacun gardera longtemps en mémoire.

Il forme le voeu de voir les parlementaires aussi nombreux en présentiel lors de la prochaine conférence interparlementaire, qui se tiendra à Prague du 4 au 6 septembre prochain.
(Applaudissements.)

M. Joël Guerriau, vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat de la République française, excuse l'absence de MM. Christian Cambon et Jean-Louis Bourlanges, retenus auprès du Premier ministre en vue de préparer un futur débat parlementaire sur la question ukrainienne.

M. Guerriau indique qu'il lui a été très agréable de rencontrer physiquement ses collègues européens. En effet, ce type de réunion n'avait pas été possible pendant les deux dernières années, mais c'est grâce à une victoire collective contre la covid-19 qu'elle a pu se tenir. Aujourd'hui, après l'agression de l'Ukraine, il faut remporter de la même façon la victoire contre le totalitarisme.

M. Cambon a pris contact avec plusieurs parlementaires ukrainiens, qui s'apprêtent à combattre. Leur courage force l'admiration. Ils sollicitent l'envoi d'équipements, un soutien financier et l'exclusion de la Russie du système de paiement Swift. Ils redoutent l'installation d'un gouvernement fantoche, pro-russe, favorable à la disparition d'une Ukraine libre et démocratique.

M. Guerriau rappelle que Georges Clemenceau, qui a marqué de son empreinte le Sénat français, notamment pendant la Première Guerre mondiale, disait : « Pour prendre une décision, il faut être un nombre impair de personnes, et trois, c'est déjà trop. » Il se réjouit que tous les parlementaires des différents pays européens aient aujourd'hui parlé d'une seule voix. L'Ukraine n'est pas la seule à être menacée ; les démocraties de l'Union européenne le sont également. Les valeurs de l'Europe, telles que l'humanisme et la liberté d'expression, doivent

être défendues. Tous les participants à cette rencontre souhaitent que la démocratie perdure, tant en Ukraine qu'en Europe. (*Applaudissements.*)

Mme Nathalie Loiseau, présidente de la sous-commission « sécurité et défense » du Parlement européen s'associe aux remerciements prononcés par M. David McAllister à l'endroit du Sénat et de l'Assemblée nationale.

Tous les intervenants ont fait montre d'unité et ont exprimé leur solidarité avec l'Ukraine. L'Europe doit enfin parler le langage de la puissance et faire respecter ses valeurs démocratiques. Les parlementaires nationaux et européens apporteront leur contribution à ce travail. Une réunion plénière extraordinaire du Parlement européen sera consacrée à la situation en Ukraine le mardi 1^{er} mars prochain. (*Applaudissements.*)

La réunion est close à 16 h 45.

**Interparliamentary Conference for the Common Foreign and Security Policy
(CFSP) and the Common Security and Defence Policy (CSDP)**

Friday 25 February 2022

- Chaired by Mr Gérard Larcher, President of the French Senate -

The meeting was opened at 9 AM.

Mr Gérard Larcher, President of the French Senate, emphasised just how quickly events have moved. The conference is being held in the shadow of an aggression, with Russia's military invasion of Ukraine, just a short distance from the European Union's external borders. He reiterated the solidarity of EU Member States' parliaments with Ukraine, its government and its people, and their unwavering attachment to the inviolability of the country's borders and the integrity of its territory. He had insisted that the Ukrainian flag should be present in the Senate chamber alongside the European and French flags in a sign of solidarity, and called upon the members of the interparliamentary conference to applaud in homage to Ukrainians' courage in the face of the oppressor.

(The members of the interparliamentary conference rose for a long standing ovation.)

Stressing that Ukraine's survival is currently at stake, the President of the Senate explained that the conference agenda had been adjusted to devote a special session to the situation in Ukraine, with a speech by that country's ambassador to France.

He hoped that a solemn statement could be adopted by consensus at the end of the special session on behalf of the defence and foreign affairs committees of the Member States' national parliaments and the European Parliament, calling for the unconditional withdrawal of

Russian troops from Ukrainian territory and a tightening of the unprecedented sanctions already placed on Russia, and offering unfailing support for Ukraine.

He stressed that it is not just the security and independence of Ukraine that is under threat, but also Europe's security. War is at Europe's door. The European Union has been built to establish and promote peace, and has been a great success, but it must also be ready to respond to attacks and confront perils of all sorts. He remarked that in Belarus, under a regime that is not recognised as legitimate by the European Union, a referendum is expected to open the way for the deployment of nuclear weapons.

Recalling that the European Union had long set aside even the thought of war, he stated that it can no longer afford to do so: given the current challenges, the theoretical debates and divisions that have sometimes arisen are no longer relevant. We must be pragmatic and choose effectiveness.

He called for military capabilities to be mobilised. Although the NATO umbrella provides the strongest guarantees of security and deterrence, these can be reinforced further by establishing European solidarity in defence. This is urgent.

He underscored that the fight against misinformation, along with cybersecurity and the control of cyberspace, are challenges for which EU countries are not prepared sufficiently or in equal measure. He recommended boosting investment in defence within the EU and establishing a preferential mechanism for investments in security, the surest way to strengthen industrial sovereignty.

He recommended a review of the European Strategic Compass project given that the parliaments were not sufficiently consulted while it was being drafted. This conference will allow parliaments to make the contributions that were lacking.

He stressed the need to raise the question of energy independence.

In his view, there is a timeless quote from Thucydides in his *History of the Peloponnesian War*, a work that has become required reading for contemporary geopolitics: “It is human nature everywhere to dominate those who submit and respect those who resist.” He hopes that the results of the interparliamentary conference will contribute or lead to a reinforcement of the EU's ability to resist.

He concluded by a call to rally round Ukraine and the values of freedom and democracy; democracies have always had the last word in Europe. (*Applause.*)

Ms Laetitia Saint-Paul, Vice President of the French National Assembly, considered Russia's decision to launch an armed assault on Ukraine as an act of war, agreeing with the remarks of the French President for whom it will have “profound and long-lasting consequences on our lives and the geopolitics of our continent”. Considering this aggression to be unacceptable, intolerable and extremely dangerous for peace, she joined the French President in calling for a response “without weakness, with calm, determination and unity” in unfailing solidarity with the Ukrainian people.

She recalled that the aim of Europe's founding fathers was peace, not only within its borders but also outside them, through the tireless promotion of its values of respect for fundamental rights, democracy, multilateralism, the primacy of law over force, and shared prosperity and progress between peoples.

She highlighted the extent to which Europe, dedicated to peace after learning from the ravages of war throughout its history, is facing multiple crises in politics, the economy, energy, health and the environment. These all pose a challenge for the European Union, for peace and all its values, a challenge that it has taken up.

She listed the key steps taken by the European Union in full support of Ukraine's young democracy: sending a civilian mission to assist with reforms; massive financial aid not only for the State, but also for civilian populations in the Donbas region; sanctions against Russia, etc. She also cited the Sahel, where the European Union has launched several civilian and military missions combined with development aid to help countries in the region to resist the jihadist threat. She also pointed out that the European Union has worked to guarantee protection and security on the high seas. Finally, she welcomed the efficiency and solidarity with which the European Union has addressed more global challenges, such as the coronavirus, by sharing more than 400 million doses of vaccines, or climate change, with a Green Deal that seeks to be carbon-neutral by 2050.

She refused to see the Ukrainian crisis as a demonstration of Europe's powerlessness, recalling that previous crises, far from dividing or weakening the EU, have actually helped to unite it and make it stronger. She has no doubt that the EU and its Member States will be able to stand together and work with allies to find the right responses to the aggression committed by Russia. She is profoundly convinced that the situations in Ukraine, the Sahel and elsewhere would have been much worse without the European Union's intervention.

She referred to the numerous initiatives launched in the past five years, that previously seemed impossible. The Permanent Structured Cooperation provided for in the Treaty of Lisbon was launched on 11 December 2017. The European Intervention Initiative was launched in 2018 and seeks to reinforce Member States' strategic autonomy and ability to work together. The European Defence Fund helps to finance projects to expand capabilities, and the European Peace Facility fosters joint funding of military capabilities for third

countries. All these initiatives have helped to make European defence a concrete reality, but it needs a framework and a direction. This is the purpose and goal of the Strategic Compass.

In the speaker's view, other crises will arise, perhaps even more serious ones, in new spaces such as the outer atmosphere, cyber space, the Arctic, or the ocean depths. These will involve new weapons, such as hypersonic missiles and lasers, and new players, such as private security companies.

She considers the Strategic Compass to be an essential response. Europe needs a shared threat assessment, a common definition of its strategic priorities, and better cooperation to reinforce its industrial and operational capabilities. Most importantly, all the different initiatives need to be made more coherent.

She insisted on the particular importance of Europe's rapid deployment capacity, especially in the current environment. Europe must be capable of acting quickly and autonomously wherever its strategic interests are threatened. Strategic autonomy is not a challenge for the role of NATO, nor is it a fantasy, rather it is a burning need that, if it is not fulfilled, will see current and future crises undermine the European project, perhaps even the very idea that a union of European peoples is possible.

Highlighting the essential character of the Interparliamentary Conferences on the Common Foreign and Security Policy (CFSP) and the Common Security and Defence Policy (CSDP) – in which she has sometimes taken part – in informing national parliaments, she is delighted that the present conference provides proof that the European Union is on the way to overcoming the Covid-19 crisis. She is certain that Europe will also overcome the other crises, starting with Ukraine, and hopes that the European Union will come out of this French presidency stronger. (*Applause.*)

Mr Christian Cambon, Chair of the French Senate Foreign Affairs, Defence and Armed Forces Committee, sees this meeting as the occasion to reassert the unity of the members of the interparliamentary conference and their attachment to the European Union's values against the backdrop of Russia's invasion of Ukraine, which is weakening Europe's security overall. He hopes that the conference will send a message of shared unity and determination within and outside Europe.

The exceptional circumstances have led to profound changes to the agenda. It has been decided to dedicate a special session to the situation in Ukraine. It will be the occasion to adopt a statement by consensus expressing unity and determination in the face of the aggression suffered by this country. Such a message is essential to make sure its adversaries understand that Europe's parliaments have no illusions or false modesty as to the stakes of this conflict: we must duly note that war has returned to European soil and react with all necessary strength. Peace is never a right, even less a constant. It is up to the representatives of Europe's peoples to cultivate a spirit of defence. This implies budget choices, among other things. Defence budgets have been sacrificed for too long. We must open our eyes to the brutality of the world and draw all the necessary conclusions. After the speech by the Ukrainian ambassador, each delegation will be able to express their point of view on the current crisis.

The speaker recalled that the Ukrainian people wanted to live free. The pursuit of happiness and heritage of the Enlightenment are the very things that Mr Putin cannot bear and is seeking to break. The Ukrainian people's only crime in the Kremlin's eyes was being too free, too independent, and too sovereign.

He emphasised how proud the EU countries can be of their democratic institutions, which they must defend with a renewed determination and desire in the face of the brutality of the crime committed against the Ukrainian nation. In this combative spirit, he

called on the members of the interparliamentary conference to take part in the proceedings.

(Applause.)

Mr Jean-Louis Bourlanges, Chair of the French National Assembly's Foreign Affairs Committee, stressed the importance of this meeting in the response of the European continent to the attack on Ukraine. He called for the groundwork to be laid for a more active and proactive Europe, one more capable of addressing the challenges it faces. In his view, what seemed to have been settled since the end of the Cold War was perhaps an illusion. President Putin has scorned the European Union's values: the rule of law, democracy and that most precious of assets, freedom. By proving that his international commitments were just useless scraps of paper, the Russian president has disqualified the word of his people and his country, and his own words, too. Vladimir Putin will not stop unless we stop him.

He called on Europeans to lead a dual revolution. First, a Copernican revolution: while Europe was built to reconcile previously warring nations, today they must come together to defend their values that are under attack from the outside. Second, a revolution of geopolitical power: it is not enough to be exemplary in terms of democracy and the rule of law. The law must be strong to be respected. In a dangerous world where China poses a serious threat to humanist values, where Islamism is dreadful, and where Russia places little store in the principles that it ought to recognise, Europeans need to shift paradigms, come together and mobilise militarily, technologically, intellectually, morally and, above all, politically. They need to have a more combative mindset if they do not want to see their values disappear.

Citing Thucydides, who said “there is no happiness without freedom, and no freedom without valour”, the speaker concluded his statement with a call to valour.

(Applause.)

Ms Patricia Mirallès, Vice-Chair of the French National Assembly's National Defence and Armed Forces Committee, drew a lesson from international events: if Europe wants to work to resolve differences through negotiations rather than war, it must endow itself with the means to make its voice heard. To do so, the European Union needs coherence and strategic autonomy. Today's world is more dangerous than before: multilateralism and security architectures have been definitively undermined, especially in Europe, and global and regional powers are now asserting themselves without restraint. The areas of conflict are also multiplying, from space to cyberspace, from the war of perception to the ocean depths.

No rhetoric over territory, no rhetoric that takes History as a hostage, should make us forget that the attack on Ukraine's sovereignty is unacceptable.

NATO plays an essential role in protecting Europe and peace. But we must not confuse Euro-Atlantic security with the European Union's security issues. 40% of EU and NATO members are not members of both. While NATO is a necessary and remarkable tool, it must be modernised and adapted, and it cannot be a substitute for the awareness that the European Union must have of its own strategic interests and security needs.

The European Union is a community with a shared destiny. To avoid being the subject of its neighbours' appetites, it must follow the path laid out by President Emmanuel Macron: Europe must shift from cooperation inside its borders to a Europe powerful on the world stage, fully sovereign, and free to make its own choices. We must refuse the artificial opposition between European defence and NATO: President Biden himself has recognised this.

Building a European defence is difficult, and the process is slow, but how could it be otherwise given the history of Europe's countries, the diversity of their diplomatic

approaches and of their military apparatuses? The circumstances encourage us to go further, faster. The Strategic Compass will be the answer.

Efforts must also be made on convergence between Member States' operational cultures, the consolidation of cooperation in the capabilities of Europe's Defence Technological and Industrial Base, and standards, The European Union's legal excellence must be leveraged to serve defence.

The speaker recalled that future generations are watching, and shared her conviction that they will estimate everything that has been done to build a powerful Europe.
(Applause.)

Mr David McAllister, Chair of the European Parliament's Foreign Affairs Committee, thanked the French Senate for hosting this twentieth conference while Europe is experiencing its darkest hours since the Second World War. A country armed with nuclear weapons has attacked one of its neighbours and has promised to retaliate against any European country that comes to its aid.

The European Parliament, like all EU Member States, has condemned Russia's aggression against Ukraine and considers the breach of its territorial integrity to be totally illegal and unjustifiable. This aggression represents a threat to Europe, regional stability and the world order as a whole.

Mr David McAllister considers that, beyond Ukraine, the target of this attack was democracy as a model, and this cannot leave Europeans indifferent.

He considers that Europe needs a better coordinated approach to foreign and defence policy. The European Parliament has held debates on these issues and adopted several proposals for action: promoting partnerships; improving the decision-making process;

guaranteeing our strategic autonomy, especially by reducing our dependencies; and developing coherent regional strategies around the world. For this, the European Union needs a defence policy and must adopt a Strategic Compass, as planned for spring.

Mr David McAllister concluded by considering that democracy is at the heart of all the EU's policies and that the parliamentary aspect must play its full role. (*Applause.*)

Special session on the situation in Ukraine

- Chaired by Mr Christian Cambon, Chair of the French Senate's Foreign Affairs, Defence and Armed Forces Committee -

Mr Christian Cambon, Chair of the French Senate's Foreign Affairs, Defence and Armed Forces Committee, called Ukraine's ambassador to France to take the floor. (*The members of the interparliamentary conference rose for a warm round of applause.*)

Mr Vadym Omelchenko, ambassador extraordinary and plenipotentiary of Ukraine to France, thanked the French Parliament and the conference for inviting him to speak. It is a sign of solidarity with the heroic people of Ukraine.

Before describing the situation in Ukraine since the start of Russia's aggression, he asked the conference to observe a moment of silence in memory of the Ukrainian soldiers on Snake Island in the Black Sea, who yesterday refused to surrender and were killed by Russian troops.

(*The members of the interparliamentary conference rose and observed a moment of silence.*)

Mr Vadym Omelchenko then gave information about the battles taking place on the ground in his country. Ukrainian troops are resisting and defending. Soldiers and civilians

have died defending their country. The massive attack by Russia's regular army has been stopped in some places. In big cities, the people are sheltering in the underground. Terrible battles are taking place at Hostomel Airport near Kyiv; this airport is used by the Antonov aviation company for its tests, and it has a long runway that would facilitate transport of Russian troops.

In general, the Russians are advancing, but the Ukrainian army is fighting them every inch of the way. In the Donbas, the Russian army has not advanced at all. Things are more complicated near Kharkiv and Mariupol, where heavy fighting is taking place.

Mr Vadym Omelchenko recalled that this open aggression against Ukraine is indeed taking place in February 2022, not in 1941, but like during the Second World War, Kyiv is being bombarded. He confirmed that Russia is not just attacking military targets, but also residential neighbourhoods, and that it is using ballistic missiles in the skies of Europe.

He added that Russian leaders are imitating Adolf Hitler by attacking a country unilaterally under absurd pretexts: Ukraine has never threatened anyone! Russia is therefore breaching international law, and not just the United Nations Charter.

He gave an initial report of Russian losses, notably the death of 800 soldiers and the destruction of seven planes, six helicopters, 30 tanks and 130 other armoured vehicles. This shows the scale of the Russian attack.

The attack continues today, Friday 25 February, in much of Ukraine, including in the west near Odesa and on the Moldovan border, but the Ukrainian defence system is holding up. Belarus and Transnistria are both serving as bases for the attack, especially missile launches. The life of 44 million Ukrainians is under threat, even though Ukrainian society is peaceful and democratic.

He considers that the objective of Russia, a nuclear power, is not just to destroy the Ukrainian State, but also to create its own world in which Europe either does not exist or is deeply divided. In the Russian leaders' warped vision, in their imagination, their "defenceless" country is being threatened by Ukraine and Alexei Navalny poisoned himself, but neither Ukraine nor NATO has threatened anyone. Therefore, it is a threat to the entire world, as clearly shown by Putin's speech where he spoke only of war, and the response to this universal threat must be universal itself.

He added that war is also taking hybrid forms and asks Europeans to trust Ukrainian media, because unlike many Russian propaganda media outlets, they do not distort reality or serve up barefaced lies!

Ukraine asks all European countries and the international community to take all measures to put an end to this aggression. It is not asking for troops to be sent and is aware that it is alone in facing one of the world's biggest armies, but it does have needs, for example in fuel for military vehicles and in blood.

For Mr Vadym Omelchenko, Russia has a strategic advantage, because human life does not count for its leaders! In Ukraine, the dead are received on bended knee and with great emotion – each life counts! – whereas in Russia, society is silent, and thousands of people can die without worrying the country's leaders.

Mr Vadym Omelchenko called on the West to support Ukraine resolutely and condemn Russia's criminal acts that constitute acts of terrorism, from a strictly legal standpoint. Ukraine has several requests: impose an economic blockade on Russia; end Europe's energy dependence on Russia; block Russian media and television stations that influence citizens and seek to turn them into zombies; immediately freeze all the bank

accounts and assets of Russian oligarchs and those close to power; expel Russian ambassadors; and give Ukraine the resources to defend itself.

He concluded by reiterating that Ukraine is aware that it is fighting on behalf of the whole world. (*The members of the interparliamentary conference rose for a long standing ovation.*)

Mr Christian Cambon, Chairman, thanked the ambassador for his testimony and the information given to the conference. He offered the absolute support of all delegations to Ukraine in its ordeal and in the face of the historic breach of international law of which it and its people are the victims.

He informed the conference that the troika and the European Parliament delegation have prepared a draft joint statement, which the members of the conference will now be able to debate and which should be adopted by consensus.

Mr Pavel Fischer, representative of the Czech Senate, thanked the chair of the conference for altering the day's agenda to hold a debate on this most serious of issues: Russia's war against Ukraine.

Russia is the aggressor. Here it is positioning itself, including in terms of controlling information, as it has done in the past. Mr Pavel Fischer recalled the example of Belarus where, when journalists tried to speak out against the regime, they were replaced by Russians. He considers that many other countries could be concerned, for example Moldova.

Mr Pavel Fischer feels that the sanctions imposed at the time of the invasion are necessarily arriving too late, and that we must act quickly and with firm determination.

Finally, he made two appeals. First, we must not forget that the peoples of non-EU member countries are attached to the perspective of Europe – now is not the time for equivocations. Second, the Strategic Compass will be adopted in a few weeks and must be readjusted to take account of the threat posed by Russia to our freedoms. (*Applause.*)

Ms Nathalie Loiseau, representative of the European Parliament, first pointed out that Ukraine is in Europe: this is indeed a war in Europe! Furthermore, Ukraine is under attack because it has turned towards Europe, not for what it is, and because it is like us. It is also democracy that is therefore under attack.

She considers that Europe has a responsibility and cannot look away. Generally, we need to stop talking about “frozen” conflicts. We have simply forgotten about them, and have not taken sufficient action to end them.

She added that, ultimately, no one wanted to believe that Putin would start a war, but he saw that America was tired, especially after the withdrawal from Afghanistan, and also the hesitations of some in Europe as to building a robust European defence. The German chancellor and French president were right in trying to dissuade Putin from starting a war. In any case, this war is the choice of one man, and he must be held fully accountable.

She believes that the European Union must impose massive sanctions, and that we must not think about how much they will cost our economies. We do not have the right to fail. It is a historic moment, and other conflicts could erupt, in the Balkans for example, if Europe is not careful.

She concluded by expressing her full solidarity with Ukraine and stating that the European Union must also speak the language of power if it wants to be respected. (*Applause.*)

M. Joël Guerriau, representative of the French Senate, asked how best to defend democracy in Ukraine and the country's legitimate authorities, especially its president, Volodymyr Zelensky. Europe and the West were not prepared and thought that war was impossible. These illusions have been swept away! (*Applause.*)

Ms Ana María Botella Gómez, representative of the Spanish Congress of Deputies, recalled that, before the aggression chosen by the Russian president, many people thought the threat was only hybrid. In the end, missiles have been launched, tanks and planes are advancing in Ukraine, and the population is impacted directly. Nothing can justify that!

She then asked why the international architecture built with such effort after the Second World War could not avoid this nightmare. This unilateral war is a problem for all Europeans, who will pay a heavy price, and for the entire world. We must show Putin that breaches of international rights and the sovereignty of another country cannot go unpunished.

She asked Europe to show the greatest unity in defending international law and to step up sanctions. The priority is to protect the people of Ukraine.

She considers that civil society needs to be correctly informed, especially about our values and alliances, and to prepare it for such crises. After quoting Diderot, she concluded by stating that Europe must not abandon Ukraine. (*Applause.*)

Ms Monika Gregorčič, representative of the Slovenian National Assembly, considers the images of the Russian Federation's aggression against Ukraine to be very worrying. So many people have already lost their lives! We absolutely must support Ukraine.

She firmly condemned this aggression, which constitutes a breach of international law, and considers that we must impose the heaviest sanctions on Russia, especially targeting

strategic sectors. The international community cannot accept any change, whether territorial or political, that is made by use of force.

She added that this crisis will have repercussions on security in Europe, especially in the western Balkans where Russia has been trying to increase its influence for several years. This is why Europe must be strong and unified.

She concluded by calling for Russia's political isolation and for the European Union to reinforce its defence capabilities, in relation with NATO. Diplomatic channels must remain open, but we are far from a de-escalation. (*Applause.*)

Ms Roberta Pinotti, representative of the Italian Senate, expressed her agreement with the draft joint statement. She feels an immense shock, especially after the poignant remarks by Ukraine's ambassador to France.

She recalled that the signals had been worrying for several months, but that no one expected such a war to break out on European soil. This is a flagrant breach of international law, and we must support Ukraine's independence and sovereignty.

She called on Russia to withdraw its troops immediately, and for a firm, united and determined response and heavy sanctions from the West. NATO is considering deploying additional troops to its eastern borders but, she added, a more coherent European defence would be an advantage in such a crisis, as well as reinforcing NATO.

She concluded by saying that Italy, in coordination with its allies, will do all that is necessary to resolve this unprecedentedly serious crisis. (*Applause.*)

Mr Bogdan Klich, representative of the Polish Senate, welcomed the draft statement. He thanked the French Presidency for incorporating a certain number of ideas that Poland had suggested with support from the Czech delegation.

He recalled that, since the early 1990s, Poland has been looking for a new, cooperative security model. We could see promising signs that it was taking root in the region, but unfortunately Vladimir Putin has made it obsolete by attacking Ukraine. Dialogue has been replaced by the use of force.

In light of this new cold war, he feels that we must use all means possible to support Ukraine, especially by providing weapons and imposing a robust set of sanctions against the Russian Federation. He added that the sanctions decided in 2014 were too weak. (*Applause.*)

He stated that these trade sanctions and economic sanctions must be political and financial, and that we must exclude Russia from the Swift bank payments system.

He expects that Ukraine will need a veritable Marshall Plan after the war. He noted that our Ukrainian brothers and sisters have been fighting since 2014 for their country to join the European Union and that we must build European and Atlantic unity while reinforcing Europe. Finally, he stressed that the Americans must be by our side. (*Applause.*)

Mr Pål Jonson, representative of the Swedish Riksdag, said that Europe must offer up a robust, united response in these dark times, and must do everything it can to relieve human suffering and support the security forces in Ukraine.

First, he noted that Russia does not accept the foundations of European security. He added that, for small countries like his, it is essential that the door to Europe and European security remains open.

He then welcomed the strong leadership shown by the United States in bringing the West together, and called for more Europe in order to put up a strong response.

Finally, he considers that no one should be surprised by the invasion of Ukraine. Was our response strong enough after the invasion of Georgia? What did Europe do after the Salisbury attack? Russia is constantly edging forward. President Putin has now crossed the Rubicon, and a strong, united response is needed to stop him. (*Applause.*)

Mr Martin Lidegaard, representative of the Danish *Folketing*, thanked the French Senate for organising this interparliamentary conference.

He said that the Danish parliament agreed last night to send additional contributions to NATO, especially police forces and planes to Poland and the Baltic countries, as well as equipment for Ukraine's armed forces. He said that Denmark urges all countries to follow its lead if they can.

He fully supports the draft joint statement. He added that the European Union must work towards its energy independence, because ultimately it is Russia's gas exports to Europe that supply Mr Putin's war industry, and EU countries are the biggest importers of Russian gas and petrol.

He is grateful to Germany for ending the Nord Stream 2 project. We cannot stop Nord Stream 1 in a day, but perhaps the European Union could establish a roadmap to expand renewable energies and forego Russian gas. It would strike to the heart of Vladimir Putin's regime, he concludes. (*Applause.*)

Mr Titus Corlățean, representative of the Romanian Senate, also thanked the French Presidency of the Council of the European Union and, on behalf of the Romanian delegation, supported adopting the proposed statement.

He offered his support to the Republic of Moldova and to Georgia. He feels that, if we do not respond, the next victim will be Transnistria.

He asserted that, since the illegal annexation of Crimea, Romania has supported Ukraine's territorial integrity and independence, despite the poor treatment of the Romanian minority in Ukraine. He reiterated this support and added that the invasion of Ukraine is a crime that requires the intervention of an international court.

He recalled that dramatic events have taken place in the Black Sea since yesterday. Russian forces have taken Snake Island, which is just forty-four kilometres from the Romanian coast and a strategically important port. Russia is already at NATO's borders, he concluded.

Against Vladimir Putin, who is threatening Europe with "unprecedented" consequences, he insisted that we must think about how to take action together to defend European values. (*Applause.*)

Mr Radoslaw Fogiel, representative of the Polish Sejm, expressed his solidarity with the courageous Ukrainian nation, whose soldiers are fighting relentlessly to save their country.

While Russia's aggression against Ukraine is of course a barbaric act, he considers it to be the result of several years of gullibility from the European Union.

He feels that Europeans did not take the necessary steps to discourage Vladimir Putin in the past, and did not hear the successive warning bells. In Tbilisi in 2008, the Georgian president had warned that it would soon be the turn of Ukraine, then the Baltic countries and Poland.

He added that the European Union simply said that we needed to understand Russia's point of view and that Vladimir Putin was a partner with whom we could negotiate and sign contracts, such as the Nord Stream project. In his view, it was a way to keep European business happy.

He hopes that the European Union will draw a line under the past, because it must isolate Russia and become totally independent of the energy it sells, such as its gas. He recognised that it is a very ambitious project, but that is the price of freedom, democracy and the defence of European values, a price that is never too high. (*Applause.*)

Mr Rainer Semet, representative of the German *Bundestag*, noted that our world has changed since the invasion of Ukraine. Few thought Putin capable of going so far, and yet Europe is now at war again.

He recalled that Putin is simply fighting against democracy and freedom, the values that Europe has long fought for and that it believed were no longer under threat on its soil.

He noted that, when it comes to Russia, the world is increasingly polarised, and we must do everything to defend our values. We must especially rethink our economic relationships, defence strategy, and partnerships with friendly countries. For now, he concludes, we must support Ukraine and put pressure on Russia. (*Applause.*)

Mr Chris Stoffer, representative of the Dutch House of Representatives, insisted that Europe must respond firmly to the invasion of Ukraine: it cannot go unpunished. He added that his country supports the Ukrainian people and the prepared draft statement.

He recalled that, during a NATO summit in 2014, political leaders committed to investing 2% of their national GDP in defence. In his view, it is high time to keep this promise, the first step towards our strategic autonomy, since evidently the spirit of solidarity and friendship that has prevailed since the end of the Second World War is no longer enough. He pointed out that the Netherlands has already increased its defence spending, adding that time is of the essence.

In conclusion, he offered a quote attributed to Ralph Abernathy, who fought for civil rights alongside Martin Luther King: “we don't know what the future holds, but we do know who will decide our future”. (*Applause.*)

Ms Ventsislava Lyubanova, representative of the Bulgarian National Assembly, remarked that recent days and nights have shown us the darkest side of human ambition. She considers that this aggression against peace, freedom and the rule of law cannot go unanswered and that all friendly countries to Ukraine must take appropriate measures.

She pointed out that the European Union must remain united, continue to demand peace, and leave diplomatic channels open. Like all the other countries represented here, Bulgaria will look at how it can participate in humanitarian operations and reach out to the Ukrainian people and Bulgarians living in Ukraine.

Bulgaria calls on Russia to cease military operations immediately and withdraw from Ukraine in order to return to the principles of international law. (*Applause.*)

Mr Giorgos Karoullas, representative of the Cypriot House of Representatives, noted that we are at a turning point in our history. Our principles and values are threatened by the breach of a sovereign country's integrity, which recalls the darkest hours of the Cold War. He added that it is the stability of the whole of Europe that is threatened.

Yesterday, the Cypriot parliament adopted a resolution condemning the aggression and calling for a ceasefire and immediate withdrawal of Russian troops. He said that Cyprus supports Ukraine's territorial integrity. He insisted that as a matter of principle, any breach of international law must be condemned, whatever it might be.

He said that, for forty-seven years, Turkey has occupied 40% of his country's territory and is pursuing a process of 'Turkification' that Cyprus also condemns.

He declared that only European cohesion and true determination will allow us to take the measures that are needed, because the European Union must remain united and stand together to reinforce the structures of security and defend international stability. (*Applause.*)

Mr Marko Mihkelson, representative of the Estonian Riigikogu, also thanked the French Senate for organising this meeting. He is glad to see such solidarity with Ukraine, before adding that we must now put our words into action.

He stressed the fact that the battles in Ukraine threaten our shared future and that we must take action before others fall victim to Russia – be it Estonia or the whole of Europe. The crimes taking place in Ukraine must not go unpunished.

To the 70% of Ukrainians who want to see their country join the European Union, he assured them that Ukraine is welcome if it meets the criteria that have been set. (*Applause.*)

In conclusion, he said that the EU's national parliaments must do everything in their power to send humanitarian aid to Ukraine promptly. (*Applause.*)

Mr Emanuelis Zingeris, representative of the Lithuanian Seimas, expressed his support for Ukraine and called on all his colleagues to condemn this act of aggression firmly. He added that we must make sure that Ukraine's entry into the European Union is assured, and must resist the Russian dictatorship and inflict sanctions on it.

He noted that all the political parties in his country have expressed their solidarity with the Ukrainian people, as well as with the democratic and sovereign government of Ukraine. (*Applause.*) These events remind us of the Second World War, and he thinks of all the victims of this conflict, starting with the Jewish people.

He insisted that we must send Ukraine all that it needs, especially military equipment, and take all necessary economic and financial measures. Finally, he asked the Parliamentary Assembly of the Council of Europe to exclude Russia from the Council of Europe (*Applause.*)

Mr Sergio Sousa Pinto, representative of the Portuguese Assembly of the Republic, offered Ukraine the full support of the Portuguese delegation. He stressed the need to end exports of Russian petrol and gas while imposing strong and immediate sanctions.

He said that Europe must prepare itself to a return to policies of deterrence. (*Applause.*)

Mr Rihards Kols, representative of the Latvian Parliament, offered his support for Ukraine's territorial integrity, while insisting on the need to inflict sanctions on Russia. Each parliament and country in the EU must take similar measures. It is vital to show clearly which side you are on.

He pointed out that Belarus supports the Russian invasion. After a referendum in two days' time, this country will probably be considered Russian military territory, and we must also impose sanctions on it with the same determination.

He insisted on the fact that Russia is an autocracy harbouring its own illusions, and that the invasion of Ukraine puts the whole of Europe in danger. Is it not also time, in his view, to talk about climate change?

He called on all his colleagues to open their eyes. At a time when Russia is attacking our democratic values, freedom of expression must be used wisely to counter Russian propaganda. (*Applause.*)

For **Mr Gerard Craughwell, representative of the Senate of Ireland**, this conference is like a family meeting where all of the members are worried about one of their member, Ukraine. He said that Ireland stands with Ukraine, supports the implementation of massive sanctions against Russia, and intends to help all Ukrainians who wish to flee their country.

He added that the aggressors will be held accountable for their actions. The European Union seeks peace, not a bloodbath. We must cut off the funds of Putin and his inner circle, reduce our dependence on Russian energy, strike the invader's banking and financial system, and be united in imposing strong sanctions.

He recalled that nobody took action to defend Chechnya, Georgia or Crimea in 2014. He stressed that words are not enough; it is now necessary to act together, and in a very firm fashion. Even though Ireland is not a member of NATO, he urges it to intervene to prevent Russian aircraft from bombing innocent people. (*Applause*)

Mr Ahmet Aydin, representative of the Grand National Assembly of Turkey, stressed the importance of this conference to security in Europe.

First of all, he strongly disputed the remarks made by the representative of the Greek part of Cyprus, who spoke of an invasion by Turkey: the only invasion, in his view, is the occupation of all administrative and government functions by solely the Greek part.

He then assured that Turkey supports the independence and territorial integrity of Ukraine. The Russian position is unacceptable and does not comply with any international text. It poses a major threat to the security of the region and the world.

He said that Turkey is in full agreement with its allies and that this crisis proves that his country is a crucial member of NATO. He stated that Europe's security policy must be consistent with NATO action, and must complement, rather than duplicate it.

Stressing that closing borders is not the way to prevent crises, he said it is instead important to come together and develop cooperation, since Europe's security starts beyond its borders. He hoped that France, which holds the presidency of the Council of the European Union, will take all necessary measures to ensure that the political problems facing Turkey can be resolved, and to conclude new defence agreements.

He added that his country fully supports the draft statement that has been circulated. He concluded by thanking the conference for welcoming Turkey as a candidate country for EU membership.

Mr Bjarni Jonsson, representative of the Parliament of Iceland, expressed his sadness about the developments over the last few days. He said that Iceland condemns Russia's invasion of Ukraine, an act of aggression from another era, which violates international law, with devastating consequences.

He said that the primary concern must be to avoid civilian casualties. Children deserve a future. That is why Iceland calls for Russia to withdraw its troops immediately. During a debate at the Icelandic Parliament, all political parties expressed their support for the Ukrainian people.

He considers that this crisis should prompt Europeans to strengthen their security systems and make greater efforts to equip themselves to respond to this kind of challenge together. He said that the immediate task is to offer Ukraine meaningful, practical help.

He thanked France for displaying the Ukrainian flag alongside the French and European flags, as a token of solidarity. In conclusion, he hopes that all of the governments will commit to taking forceful action to support Ukraine. (*Applause*)

Mr Miodrag Lekić, representative of the Parliament of Montenegro, reminded the meeting that the Western Balkan countries wish to join the European Union, while of course complying with the established criteria.

He said that the government of Montenegro condemns Russia's military attack and that it is time for action, not rhetoric. He proposed drawing on Auguste Comte's dictum for inspiration, "Know in order to predict, in order to act". We must begin by knowing, in order to understand the complexity of the situation. He considers that a diplomatic solution can still be reached, and commended the efforts of the President of the French Republic to this end.

He concluded by saying that for Europe, investing in the security and prosperity of the Western Balkans also means investing in its own security and prosperity. (*Applause*)

Mr Christian Tybring-Gjedde, representative of the Parliament of Norway, declared that Norway supports the proposed draft statement and the implementation of stronger sanctions against Russia.

He explained that future crises will combine direct and indirect action, military and non-military intervention. There will be more crises; many will not reach the threshold of military intervention, but we must also prepare for massive military confrontations. With advances in technology, conflicts will often be of a hybrid nature: Europeans must therefore cooperate to develop their technologies and increase their defence spending, both within and outside NATO.

He commended the Ukrainian resistance, which has risen up to defend our Western values and way of life. He added that many Westerners would probably like to go fight in Ukraine, but Putin is likely to exploit such urges for propaganda purposes, by explaining that Russia is protecting Ukraine from this foreign intervention.

He concluded by quoting Benjamin Franklin, “We must hang together, or we shall all hang separately.” It is important to take collective action. (*Applause*)

Mr Christian Cambon, Chair, concluded the session by noting the consensus on adopting the draft solemn statement, which represents a message of support for Ukrainians. He said that he hopes that Mr Putin will understand that the Parliaments of European countries are united and determined to oppose his policy, which flouts international law and relies on methods from another era aimed at countering the desire for democracy and freedom among its neighbours. (*Applause*)

The Interparliamentary Conference for the Common Foreign and Security Policy and the Common Security and Defence Policy adopted the draft joint statement on the situation in Ukraine.

- Chaired by Mr Jean-Louis Bourlanges, Chair of the French National Assembly Foreign

Affairs Committee-

First session – “The European Union’s response to the crisis in Ukraine”

Mr Jean-Louis Bourlanges, Chair of the French National Assembly Foreign Affairs Committee, opened the first session devoted to the following question: “What should be the European Union’s response to the crisis in Ukraine?”

Mr Éric Autellet, French Air Force General, Major General of the French Defence Staff, noted that the Russian military aggression against Ukraine represents one of the most serious violations of the European security order in decades. This aggression, which has been strongly condemned by all political leaders, including President Macron, flouts international law and undermines the foundations of the values upheld by the European Union. To achieve their aims, Russia has used intimidation techniques, followed by military action, placing all of the countries before a fait accompli.

He explained that while the peace-crisis-war continuum has prevailed since the end of the Cold War, we are now faced with hybrid strategies played out in the intervals, which use duality to sow confusion or make it difficult to ascribe acts, and this can lead to confrontation.

He said that a new triptych of conflict has appeared: competition, disputes and confrontation. According to General Autellet, competition seems to have become the normal state of international relations, in an environment marked by the disinhibition of some States

regarding the rules of our security architecture, who readily use intimidation techniques and fait accompli strategies to achieve their aims. This heightened competition can evolve into a dispute, whether open or implied, in the areas of cyberspace and the information sphere. Confrontation, as seen in Ukraine, is the final phase, without excluding the previous states.

As such, he believes it is necessary, and even vital, to show our solidarity, cohesion and determination. He said that at the military level, we must intensify our cooperation and develop interoperability between our forces. In this respect, the EU Strategic Compass sets a common framework and identifies thematic objectives and timelines. In keeping with this framework, the Chief of Staff of the French Armed Forces proposed that we must be pragmatic in our approach to operations: we must favour commitment frameworks that give European States some leeway while being compatible with the timing of their decision-making processes; he called for *ad hoc* structures and structural cooperation between partner countries in order to gain in responsiveness and agility.

General Autellet added that we must consider contemporary threats with realism and rethink our methods for managing crises. Crises have evolved, and we must take into account this intensification, by equipping ourselves with robust capabilities; this must be one of our medium-term concerns. We must also take into account the new areas of conflict: space, cyberspace, information, etc. Lastly, the development of shared military expertise will contribute to a political response to these new challenges.

He concluded by stressing that the events in Ukraine mark a turning point in the history of Europe and will have consequences for the geopolitics of our continent. We must pursue our common efforts, by maintaining the coherence of our works: he considers that the continuity between the past and future presidencies is proof of this solidarity. At the military level, this coherence is expressed by the complementarity between the European Union and

NATO, the foundation of our collective defence. We must also consider the operational ambition of the European Union, which is the political expression of its strategic solidarity, and think about new tools to respond to new conflict issues. (*Applause*)

Ms Alice Guitton, Head of Strategy and International Relations, French Ministry for the Armed Forces, speaking by video conference, stressed that this interparliamentary conference plays an essential role in Europeans' taking ownership of the major security challenges facing the continent.

The invasion of Ukraine is a watershed moment. After lying and pretending to engage in diplomacy, Mr Putin deliberately chose war, in violation of the United Nations Charter and the founding principles of European and international order, despite the intense diplomatic efforts made by France, European countries and the United States to find a peaceful solution to the crisis. She stated that France strongly condemns this act for which there was not any provocation, based on justifications that are devoid of any reality, and tied to a world view that we do not share.

She said that France stands in full solidarity with Ukraine and the Ukrainians. Their freedom is ours too. France is continuing its efforts, including diplomatic efforts, in all bodies, within the European Union, NATO, the UN etc. to put a stop to this war. France will continue to provide Ukraine with economic, financial and humanitarian aid, as well as military equipment.

It is vital for Europeans to continue to show unity and cohesion. France has continually consulted its partners over the previous weeks and will continue to do so despite attempts to divide Europeans. More than ever, the allies must be united and firm towards Russia.

Ms Guitton said she believes that the press conference held yesterday by the Secretary General of NATO, the President of the European Commission and the President of the European Council, sent a very strong signal of this unity. She pointed out that the European Union has reacted in a united, firm and rapid manner. An initial package of sanctions was adopted Tuesday and came into effect on Wednesday evening. On Thursday morning, the 27 Member States expressed their unequivocal condemnation of the aggression. The European Council dealt a heavy blow to Moscow: the sanctions targeted certain individuals, the financial, energy and transport sectors, Russian exports, and the issuance of visas. These sanctions are of a unprecedented scale. The European Union will also provide Ukraine with unprecedeted aid of €1.2 billion.

She also pointed out that NATO is a defensive alliance and has continued to offer Russia the possibility of a rigorous dialogue. Although no attack has been observed against any of the allied countries, NATO nevertheless stands ready for any eventuality: consultations have been held on the basis of Article 4 of the North Atlantic Treaty and it has been decided to activate graduated response plans. A virtual NATO summit will be held this afternoon to monitor developments in the situation.

She said that France will strengthen its contribution to NATO's forward presence in Estonia, accelerate the deployment of troops in Romania, and that it is ready to deploy the rapid response force, of which it commands the air and land components.

Lastly, she said that France will hold Russia accountable within the UN: this is not just a European crisis, the stability of the international order is at stake.

The Russian invasion should lead Europeans to realise that the world has changed and become more violent. This crisis highlights the need for a European strategic awakening,

which was already one of the objectives of the French presidency of the European Union. Member States must renew their commitment to equip themselves with strong operational ambition, for which the Strategic Compass could be a tool, to reduce our dependence and increase our resilience... (*The connection was interrupted due to technical reasons.*)

Mr Jean-Dominique Giuliani, Chairman of the Board of the Robert Schuman Foundation, noted that Ukraine's solitude, which everyone regrets, must not obscure the fact that in the world to come, the European Union will also be alone. When Europeans must chart Europe's future, they will do so alone. Of course, we have allies, but they are far away, and it is not up to them to decide for us.

He explained that strategic autonomy means the possibility of deciding and acting independently. This notion, which France has greatly insisted upon, is overarching; it relates to our resilience, our resistance, as well as our ability to decide for ourselves. He stressed that it is up to Europeans to decide their future and their security by themselves, to determine their posture with regard to the Russian dictatorship, to decide what they want in terms of technological, economic, political independence etc.

He pointed out that the concept of strategic autonomy, which is sometimes misunderstood, does not mean that we must abandon all alliances: we have allies, but the best allies are always the closest ones, and not those who are far away. Strategic autonomy must be a priority for Europe. In order to achieve this, we must discuss among ourselves and show solidarity, by looking to the future and being aware that we alone will decide our future.
(*Applause*)

For **Mr Nik Prebil, representative of the National Assembly of Slovenia**, the European Union's response to the terrifying invasion of Ukraine must be firm and swift, so

that the Russian dictator feels the effect of the sanctions and his people push him to stop this attack. The European Union and the Member States must give their full support to Ukraine.

As a young MP who is 30 years old, Mr Prebil said that he is shocked by this cruel and mad intervention, aimed solely at defending personal interests by causing a bloodbath, and threatening everything Europeans stand for.

Mr Bojan Kekc, representative of the National Council of Slovenia, explained that his country understands Ukraine's situation. Thirty years ago, Slovenia was in a similar position, as it was threatened by Russian aggression. He therefore expressed his compassion for the Ukrainians. Agreements to protect against nuclear threats are essential, since the proposed package of sanctions is not enough. He reiterated that we cannot put a price on liberty and freedom. Europe as a whole, and especially the Eastern countries, must take action. If the EU does not expand the area of democracy, others will occupy this space. As such, Slovenia supports this statement.

Mr Michael Gahler, representative of the European Parliament, considers that a united response, as comprehensive as possible, is needed in light of the Russian dictator's desire for destruction. We must first of all welcome refugees and exclude Russia from the Swift system. Europeans will not be cold this winter, since they have sufficient gas and oil resources. He therefore called on the German federal government to change their position.

Mr Reinhold Lopatka, representative of the National Council of Austria, said that he agrees with what Mr Gahler said. He recalled the requirement for neutrality at the military level, but not at the political level, in response to the undermining of Ukraine's territorial integrity. European assets must be protected, even if the Austrian constitution sets

out this neutrality requirement. However, in Donetsk, Luhansk and Crimea, the Ukrainian people were not listened to. We must therefore oblige Russia to listen to this voice: all Europeans must stand together and impose sanctions. Mr Lopatka thanked all of the parliamentarians for the strong message sent today. (*Applause*)

Mr Juozas Olekas, representative of the European Parliament, pointed out that the man formerly called “Mr President” is, as of this morning, called “Mr Criminal”, and said we must help those who defend European values in Ukraine, who are asking for simple measures: sanctions, exclusion from the Swift system and military support. Mr Olekas asked everyone to be strong and united, and to take immediate action, since they owe that to the Ukrainians. He called on everyone in his national parliament to remember that they must take a very firm stand, and asked to triple the sum allocated to help Ukraine, since the current amount of €1.2 billion is not enough. (*Applause*)

Ms Alexandra Attalides, representative of the House of Representatives of Cyprus, stressed that the unimaginable has come to pass: war in Europe. For ten years, Europe watched Putin become increasingly aggressive, and he has been able to fund this war machine through European energy bills. We should have condemned his brutal methods instead of focusing on appeasement. She called for a very firm stand against Putin and those who violate international law. Zero tolerance must be shown. Europe must now work for its autonomy in terms of security. Ms Attalides reminded the parliamentarians that Cyprus has been illegally occupied for forty-seven years, and that it stood firmly with Ukraine.

Ms Nathalie Loiseau, representative of the European Parliament, asserted that Europeans will not wage war in Russia, since they do not like war and are not prepared. However, we must be prepared to defend democracy, and above all, move on from this endless debate about whether we need more NATO or more European defence, since both are

needed. Ms Loiseau insisted on the fact that if Ukraine had been in NATO, it would not have been attacked. Strengthening NATO as a way to defend Europe is therefore crucial. If we do not understand that, it will be a historic failure and we will be failing future generations.

Mr Kim Valentin, representative of the Danish *Folketing*, compared Mr Putin to a child bullying his classmates. He deplored the fact that he is using the world as his playground. In his view, it is essential for Europeans not to show weakness if they want to win the battle. A bully laughs when others show compassion, it is just a game for him. Putin is watching as Europe debates and will not change overnight, which means that strong financial sanctions must be imposed to deal a heavy blow to Russian banks and oligarchs' assets, and halt direct investment in Russia. Russia is a weak economy, it will not be able to fund a long war. Mr Valentin concluded with a call for unity among Europeans. (*Applause*)

Mr Iñigo Barandiaran, representative of the Congress of Deputies of Spain, expressed the solidarity of the Basque people for the Ukrainians; the affront on them is an affront on all democracies. He agreed with Chair Bourlanges, who called for a strong and united response, emphasising that strength comes from unity. Mr Barandiaran insisted on the fact that although the Ukrainians have said that they are alone, they can count on support from all of the European parliaments and people to provide them with necessary resources, in the humanitarian field, among others, to help them survive this war. (*Applause*)

Mr Reinhard Hans Bütkofer, representative of the European Parliament, said that he shares the sympathy and solidarity expressed by his colleagues. However, he also asked everyone to be self-critical. He asked how Europeans got to where they were. Were they naive? Perhaps they did not want to realise the developments orchestrated by a revisionist dictator. Were they arrogant? Lastly, he asked whether warnings from those from

Eastern Europe have not been ignored. He therefore asked everyone to truly change their perceptions. (*Applause*)

- Chaired by Ms Patricia Mirallès, Vice-Chair of the French National Assembly

National Defence and Armed Forces Committee -

Mr Konstantinos Gioulekas, representative of the Parliament of Greece, stressed that the people of his country experienced a similar situation to the one happening in Ukraine today. The international community and Europe are called to accept their responsibilities, since much is at stake in terms of geopolitics – compliance with treaties and the right to live freely – and energy issues. He insisted on the fact that, above all, Greece respects the territorial integrity and sovereignty of all Member States. As in Cyprus, which is illegally occupied by Turkey, the situation is traumatic. He therefore called on all NATO partners to respond appropriately to the aggression, and on Europe to develop an autonomous strategy and show that it capable of responding to these attacks and this challenging of international treaties and borders.

Mr Marko Mihkelson, representative of the Estonian Riigikogu, said that the time for words is over: it is time to act. Estonia decided to send additional ammunition and kits for fighters. He expressed the hope that Germany and Finland will reach an agreement and help Estonia send weapons. Lastly, he urged everyone to consider how to block Russian propaganda channels in Europe and protect freedom of expression more effectively. (*Applause*)

Mr Piero Fassino, representative of the Chamber of Deputies of Italy, wholeheartedly condemned the events in Ukraine. This unacceptable aggression is an attempt to return to the theory of limited sovereignties, reflected in Russia's desire to regain control of

certain regions in Europe and go back to the Cold War. He asked Europeans to categorically refuse this strategy. The European Union must guarantee the sovereignty and territorial integrity of Ukraine, and must include this country within European policies as quickly as possible, since it must be aware that it belongs to a family of democracies.

Mr Fassino added that more severe sanctions are needed: we need a common European strategy to diversify energy resources so as to reduce Russian energy supplies and impose more severe sanctions. He concluded by recalling that this conflict has created a massive flow of refugees, who will have to be received by all Member States, in a show of solidarity. (*Applause*)

Mr Maximilian Krah, representative of the European Parliament, proposed some aspects to think about to develop a useful response, since sanctions must be effective and not counter-productive. He said that an evaluation seems to be needed before acting too quickly. We must avoid pushing Russia into China's arms. Mr Krah quoted Talleyrand, who said that we should not follow our first impulses: they may be noble, but they are not necessarily wise.

Mr Andrius Mazuronis, representative of the Seimas of Lithuania, recalled Mr Zelensky's statement that Ukraine has been left alone to fight this mad, fascist aggression by the criminal regime of Russia. Military, economic and humanitarian aid is needed, along with absolutely massive sanctions, but these sanctions have not come, despite promises. He added that the Russian Federation must be isolated and excluded from all international parliamentary activity. He regretted that this exclusion did not come earlier, after the events in Chechnya, Georgia and Crimea. He concluded by asserting that tomorrow will be too late. (*Applause*)

Ms Assita Kanko, representative of the European Parliament, reiterated how shocking these events are, and the extent to which living in peace, without war, in a democracy marked by the spirit of the Enlightenment, is taken for granted. She insisted on the fact that, in reality, we must protect our freedom every day.

Ms Kanko regretted that Europeans had the wool pulled over their eyes, due to their energy dependence. She therefore praised Mr Macron's initiative to strengthen European energy independence. She added that we must also be vigilant against radical Islam, which goes against the European idea of freedom. It is essential to defend European values, especially when nearby countries are at stake. (*Applause*)

Mr Bastiaan van Apeldoorn, representative of the Netherlands Upper Chamber, considered that this brutal attack on Ukraine by Russia violates the fundamental principles of international law, the prohibition of aggression. He described a Russian president who launched a war from the safety of his Kremlin palace, while civilians were being massacred. Europe must therefore respond strongly and Moscow must realize the price to pay. He pointed out that many Russians do not want this war and that the diplomatic path must be taken, at all costs. He said that he hopes that Russian troops will be withdrawn and that the territorial integrity and sovereignty of Ukraine will be restored. He concluded by asking how we can get back to a diplomatic path to find a solution to the conflict.

Mr Kacper Płażyński, representative of the Polish Sejm, said that Russian markets have already fallen by 20% following the announcement of sanctions. He regretted that certain countries, including Germany, are refusing the exclusion from the Swift system. He considered that the German energy sector is partially responsible for the current situation, and that it has blocked these sanctions. He pointed out that Swift sanctions were imposed on Iran in 2012, although Iran was not waging war, whereas today, Putin is committing war

crimes, defying Europeans and threatening nuclear attacks. He asked for everyone to be very attentive to Mr Zelensky's personal situation and concluded by condemning Germany's position, which he described as shameful.

Ms Zeljana Zovko, representative of the European Parliament, said that, like all Croats, she feels the violence of this conflict in her flesh. She herself has been a refugee and lost loved ones. She restated her solidarity with the Ukrainian people and all the families who are suffering. She called for everyone to remain united and not abandon the Ukrainians, by stressing the importance of resuming diplomatic channels as soon as possible. (*Applause*)

Mr Pavel Fischer, representative of the Senate of the Czech Republic, said that Russian secret services are very active in Europe. He informed the meeting that dozens of Russian agents have been expelled from his country by the Czech government and that large stocks of ammunition have been discovered, demonstrating the growing influence of Russia in the very heart of Europe, in business, media groups, and among public figures. He therefore urged all parliamentarians to be very vigilant about Russian acts of espionage and spies, and to act accordingly. (*Applause*)

Mr Titus Corlățean, representative of the Senate of Romania, considered that Europeans are paying the price for their position, which has been too diluted and not united enough since 2014; he described discussions about imposing sanctions against Russia at the time as a joke. The reaction was not strong enough after the military events in Moldova, Georgia and Ukraine. He therefore called on Europe and its NATO allies to have a clear, united, coherent voice, and on Europe to offer a real European prospect for Ukraine, Moldova and Georgia, while stressing that special attention must be paid to the Balkans, since they may suffer serious repercussions from this conflict.

Mr Costas Mavrides, representative of the European Parliament, supported the unanimous condemnation of the aggression against Ukraine and asked for rapid and strong sanctions against the Kremlin and Mr Putin himself. This is a flagrant violation of international law and one more attack on democratic values. Mr Mavrides recalled the terms of the statement, which calls for respect for the sovereignty and territorial integrity of countries, and was angered to see that Mr Erdogan is a signatory, on behalf of Turkey; he denounced a real hypocrisy, in light of the situation in Cyprus. He urged for the development of European strategic autonomy, led by France, who he thanked for organising this conference.

Mr Cesár Sánchez Pérez, representative of the Congress of Deputies of Spain, stressed that this crisis affects the entire world: this attack on a sovereign country jeopardises the security of Europe and the world as a whole. Spain complies with treaties, and an attack on the territorial integrity of Ukraine is an attack on that of all States. He believes that the time for reflection and analysis has come to an end, and decisive action is needed, in the name of democracy and freedom.

Mr Vito Petrocelli, representative of the Senate of Italy, recalled the images of bombs falling on Ukraine. In his view, members of European parliaments have also made mistakes and are therefore responsible. For eight years, they ignored what was going on in Donbas; Ukrainian authorities also turned a blind eye to Russia's action in this region. To conclude, he said that he hopes diplomatic channels can be restored, since this is the best way to help Ukraine, bearing in mind that, as difficult as the decisions to be taken by Ukraine may be, support from Europeans must be unwavering.

Mr José Ramón Bauzá Díaz, representative of the European Parliament, expressed the view that Europe has changed over the course of just a few days. It had not

experienced war for seventy years. It is up to Europe to help Ukraine, by imposing economic sanctions on Russia and offering Ukraine what Russia is denying it: a genuine European and transatlantic prospect. Today, Ukraine is on fire. It is everyone's responsibility to defend the values that have triumphed since the fall of the Berlin wall, democracy and the rule of law, solidarity and freedom. Mr Bauzá Díaz called for swift action, rather than words. (*Applause*)

Ms Isabel Meireles, representative of the Assembly of the Republic of Portugal, evoked the sound of Russian boots on the Ukrainian border, while Russian cyberattacks and propaganda prevail. She recalled the threatening messages disseminated by Russian hackers, in particular on the digital portals of Ukrainian State institutions, which had already been attacked in 2015 and 2017. Russia is also destroying data. Ms Meireles called on the European Union and the European Defence Agency (EDA) to pursue a much stronger policy.

Mr Gary Gannon, representative of the Irish House of Representatives, expressed the Irish people's solidarity with the Ukrainian people. He said that there is a monster at the gates of Europe, who has launched an attack on a European democracy. The response should be swift and severe. There should be no build-up, we must react strongly right away.

Mr Gannon insisted on the fact that the European Union is a project of peace and liberty. It is Europeans' responsibility to remember where they come from and never accept compromises on their liberties. European countries could decide to boycott Russia. To conclude, Mr Gannon denounced the Russian ambassadors who spread false information and called for them to be expelled from the European Union. (*Applause*)

Mr Rafael Damián Lemus Rubiales, representative of the Senate of Spain, recalled that 26 April will mark the 85th anniversary of the Nazi bombing of the defenceless people of Guernica. At the time, democratic Spain had asked for Europe's help, but it took no action. This failure to act helped Nazism grow.

Today, pain, terror and death are spreading. The frontal attack on the principles of Europe carried out in Ukraine, a first since the Second World War, must push Europeans to respond with cohesion and unity. We must prevent Russia from doing business and suffocate the country economically first, even if there is a cost for European economies. Fighting inevitably leads to pain and sacrifice. (*Applause*)

Ms Rasa Jukneviciene, representative of the European Parliament, asserted that Vladimir Putin is a war criminal who will appear before a court. She described how a Ukrainian soldier, Vitali Skakun, sacrificed himself to blow up a bridge in order to prevent Russian tanks from crossing. She urged Europeans to send weapons to Ukraine as soon as possible.

The message must be clear: Ukraine will be part of the European Union. The parliaments of the EU Member States and those of NATO must form a united pro-Ukraine front. Such a network will make it possible to coordinate actions. Ms Jukneviciene considers that Europeans must do everything possible to accelerate Vladimir Putin's downfall. She concluded with: Long live Ukraine! (*Applause*)

Mr Akif Çağatay Kılıç, representative of the Grand National Assembly of Turkey, expressed his solidarity with the Ukrainian people. In his view, the territorial integrity of Ukraine is inviolable. He called on Europeans not to duplicate efforts, but to act

together, in the hope that the meeting of NATO leaders to be held that afternoon will be the opportunity to send a very clear message.

The Greek Cypriots and the Greeks mentioned Turkey. He stressed that the Turkish armed forces stationed in Cyprus were there to protect them.

Mr Andrija Nikolić, representative of the Parliament of Montenegro, recalled that he comes from a country which, as John Kerry said in 2016, is “on the line of fire” between Russia and the West because of its intention to become a member of NATO. Despite pressure from Russia, Montenegro defended its Atlanticist position.

Aggressors must be prosecuted and punished. Mr Nikolić urged his colleagues not to forget what happened in the Balkans. Will the aggressor stop in Ukraine, or will he continue to spur conflict beyond its borders, in the Balkans for example? He warned that the situation must be taken very seriously, or the consequences will be disastrous. (*Applause.*)

Mr Nuno Carvalho, representative of the Assembly of the Republic of Portugal, said that the Russian offensive in Ukraine had been prepared well in advance. Mr Putin had built his gold reserves and reduced dollar trade from 40% to 16%. He is prepared to face the sanctions. Mr Carvalho called on Europeans not to limit their thinking to the present attack, but to prepare for the next offensive, which will lead to a different kind of war. (*Applause.*)

Mr Sergey Lagondinsky, representative of the European Parliament, remembered saying just one month ago that Europeans had forgotten what it meant to be faced with heroes. Now they are faced with an imperialist demon. He called for devastating sanctions against Russia, commensurate with the devastation caused by its attack on Ukraine, even if these sanctions are painful for Europeans.

Mr Lagondinsky called his colleagues to turn towards Poland and offer support, particularly in receiving Ukrainian, Belarusian and Russian refugees. He asked Europeans not to forget them and what they owe to the Ukrainian people, who are in need of humanitarian assistance. (*Applause.*)

Mr Utku Çakırözer, representative of the Grand National Assembly of Turkey, said that he strongly condemns the Russian attack on Ukraine. He called on Europeans to remember that the approach taken so far has been insufficient, and to work together with the Balkans and Turkey.

A divided Cyprus had been admitted to the European Union, he said, and everyone could see what an error that had been. He believed it was shameful that Cypriot or Greek representatives were using the conference to speak out about their situation. He pointed out that no treaty like the one governing Cyprus had been signed for Ukraine.

Mr Pavel Popescu, representative of the Chamber of Deputies of Romania, said that his great-grandmother was Ukrainian. He predicted that years from now, his daughter will ask him and his fellow politicians what they did when Mr Putin attacked Ukraine. He does not want to have to say that he was sitting peacefully in Paris, in his bubble, chit chatting.

He thanked the United States for its efforts and Germany for denouncing the “bull in the China shop” and urged others to think of Ukraine, whose people are being slaughtered. Europe represents a source of support for hundreds of millions of citizens. Will it be brave enough to defend its rights?

Mr Popescu called on Europeans to be prepared to implement long-term sanctions, by immediately cutting Russia out of the SWIFT banking system. He stressed that the current situation is not a repetition, it is history in motion. (*Applause.*)

Mr Athanasios Lioutas, representative of the Greek Parliament, replied to the Turks that Turkey is infringing the rights of an entire people, the Cypriots.

He noted that the conference today is being held in a tragic context, in which Russia was violating all international treaties. He expressed his support for the Ukrainian people and said that the Greek Ministry for Foreign Affairs is helping Greeks in Mariupol develop an evacuation plan.

Allied countries have always been united in condemning the Russian attacks. Their response must include very strong sanctions against Russia. We must respond to the tragic violations of international law committed against a European country whose territorial integrity is under threat. Increasing energy independence must be a priority.

French Air Force General Éric Autellet, Major General of the French Armed Forces, was very impressed by all these remarks. Where there is a will, there is a way, he pointed out. Extensive work has been carried out to adapt and develop the structures to prepare Europeans to take action. (*Applause.*)

Mr Jean-Dominique Giuliani, Chairman of the Robert Schuman Foundation, feels that this sentiment is shared at all levels. It is important to look to the future by expressing the solidarity and unity of the European Union. Europeans must come together in order to chart the future of their people and countries. This must be based on strategic autonomy, independence and freedom, and done with great enthusiasm. (*Applause.*)

Ms Patricia Mirallès, Vice-Chair of the French National Defence and Armed Forces Committee, chair, said what a pleasure and honour it had been for her to chair the session. She said that the topic is one they all held dear. She concluded by saying we are all Ukrainians, more than yesterday and less than we will be tomorrow.

The session was suspended at 1.15 p.m.

- Chaired by Ms Nathalie Loiseau, Chair of the European Parliament's Security and Defence Subcommittee -

The session resumed at 3.30 p.m.

Second Session – “What action should the European Union take in support of Ukraine’s sovereignty and territorial integrity?”

Ms Nathalie Loiseau, Chair of the European Parliament's Security and Defence Subcommittee, chair of the session, thanked all the Members of Parliament and speakers for attending and thanked Ms Sviatlana Tsikhanouskaya, who declared herself president of the Belarusian government in exile, who had come to testify. (*Applause.*)

Ms Sviatlana Tsikhanouskaya, Leader of the Democratic Opposition of Belarus, began by thanking the President of the French Senate, Mr Larcher, and the French Presidency of the Council of the European Union for inviting her.

She said that it is not an exaggeration to say that the future of Europe, Ukraine and Belarus is being decided at this very moment. Russia and the regime of Alexander Lukashenko have launched an assault on Ukraine, but also on Europe, on a scale that has not been seen since World War II. The attack on Kyiv looks like a scene from the movies. It is hard to imagine that in 2022, people in the centre of Europe are having to take shelter in the

underground from bombings. Some are organising themselves into groups of self-defence. Among them are many Belarusians who fled their country.

The attacks on Ukraine violate the right of nations to self-determination. The President of the Russian Federation does not recognise the sovereignty nor the statehood of Ukraine and Belarus. He believes that they fall within his sphere of influence, which reveals an outdated mindset.

Ms Tsikhanouskaya said that her heart is with Ukrainians who are fighting for their country and for all of Europe. This attack is a test for Europe: it will only triumph if it is capable of preventing its neighbours from being abused without consequences. If Europe fails to stop Putin in Ukraine, he will reach Berlin or Paris one day.

The attack on Ukraine would never have been possible if Mr Lukashenko had not given Belarus to Russia. It is from Belarusian territory that helicopters, planes, tanks and other vehicles enter Ukraine. It is much faster to travel to Kyiv from occupied Belarus territories than it is from Russia.

Mr Lukashenko handed over sovereignty of Belarus to Mr Putin in 2020 in exchange for his support in keeping his puppet regime in power. Only 12% of Belarusians believe that their country must support Russia in the war against Ukraine, yet no mass protests are being held. Why? Because Belarusians who have spoken out have been imprisoned or fled their country. More than 50,000 of them are in prison, including the speaker's husband, who was sentenced to 18 years in prison. Many media outlets and businesses have been expelled or controlled. Belarus is dominated by fear.

It took long nine months for the European Union to introduce the first round of sanctions against the Belarusian authorities. The lack of a true response, limited to mere

condemnations, reinforced the regime's sense of impunity. The entire European continent is threatened by the Russian Federation.

This Sunday, with Russian troops present in the country, Belarus will hold a referendum on its neutral and non-nuclear status. Everyone must understand that Mr Lukashenko is just as much a threat to peace in Europe as the President of the Russian Federation. Europeans must act bravely and together because solidarity is their superpower. They must express this solidarity.

Everyone must understand that dictators cannot be re-educated. Any attempt at peace will only reinforce their sense of impunity. Ms Tsikhanouskaya urged Europeans to stop recognising the authorities in Minsk, which are neither legitimate nor legal. She asked for the strongest sanctions to be imposed as soon as possible. Half-measures will not succeed.

Ms Tsikhanouskaya said that after consultation with democratic forces, she had agreed to represent Belarus and to create a transitional government to lead her country toward democratic elections and independence. Mr Lukashenko does not fulfil his duties as a defender of independence. The people's will is stronger than bombs. With the help of Europeans, justice and freedom will prevail.

Ms Tsikhanouskaya asked that we support Ukraine and Belarus and we do not allow dictators to write history because it does not belong to them. (*The members of the interparliamentary conference rose for a long standing ovation.*)

Mr Christian Cambon, Chair of the Foreign Affairs, Defence and Armed Forces Committee, bestowed the Senate's medal of honour on Ms Tsikhanouskaya on behalf of the President of the French Senate, as a sign of support for her fight for freedom and human rights. (*Applause.*)

Mr François Delattre, Secretary General for the French Ministry for Europe and Foreign Affairs, commended Ms Tsikhanouskaya for her impressive remarks. An emergency Summit Meeting of the North Atlantic Council attended by the French President and the Minister for Europe and Foreign Affairs, Jean-Yves Le Drian, has been called to address this unprecedented situation. The members of the French Parliament have taken note of the French President's message. The use of this exceptional procedure of French democracy is commensurate with the exceptional gravity of the situation.

Despite all the diplomatic efforts that were made, Russia chose war by launching a massive military assault on Ukraine. This deliberate choice, which flies in the face of all the commitments made and repeated by Russian authorities just a few days ago, constitutes a flagrant violation of the Charter of the United Nations and of the founding principles of European and international order. The French President referred to "a turning point in the history of Europe and of our country."

By attacking Ukraine, President Putin has signalled the return of a large-scale war on the European continent. He is attacking the very foundations of European security and international order that have been built brick by brick since 1945.

The European Union and France's response to the war hinges on three complementary actions: providing Ukraine and its people with all possible support, maximising the cost of the assault for Russia by imposing unprecedented sanctions, and increasing their support for allies on the eastern flank. In all three areas, European unity has been a remarkable and constant since the start of the crisis.

The European Union's action in support of Ukraine's sovereignty and territorial integrity is expressed in three practical ways. The association agreement signed between the

European Union and Ukraine in the spring of 2014 is the most ambitious and extensive ever concluded by the Union with an eastern partner. The European Union has therefore become Ukraine's largest donor, with €17 billion in aid disbursed since 2014.

The EU heads of state and government who gathered on the evening of 24 February for an extraordinary meeting of the European Council called to address this conflict reaffirmed their willingness to provide Ukraine with additional support. Emergency economic assistance of €1.2 billion, to which France will actively contribute, was agreed upon at this time. In addition, increased resources have been allocated to building the capacity of the Ukrainian army by means of the European Peace Facility and support for professional military training. Communication is also underway for cyber cooperation and the delivery of equipment.

At the humanitarian level, on 15 February Kyiv requested the activation of the EU Civil Protection Mechanism (UCPM) by presenting a list of emergency equipment. On this basis, on 24 February, France transported 33 tons of equipment and is working to send substantial medical aid in coming days.

The second component of European action in support of Ukraine concerns sanctions. At the extraordinary meeting of the European Council on 24 February, a second package of sanctions against Russia was adopted, adding to those adopted on 22 February, in response to its recognition of the independence of separatist entities. Never before had the European Union adopted such strong measures against a State, and never had it acted so quickly to do so. These measures cover the financial, energy and transport sectors, as well as dual-use goods, export control and financing, and visas. Additional measures will also be taken against the Belarusian regime, with the establishment of a sixth sanctions package.

Transatlantic unity and cooperation between the European Union and the North Atlantic Treaty Organization (NATO) also send a strong message to Vladimir Putin. Important decisions will be taken this day, in which France will again make an active contribution. President Emmanuel Macron has announced his decision to strengthen France's military personnel in Estonia and accelerate their deployment in Romania.

Mr François Delattre reiterated to Ms Sviatlana Tsikhanouskaya France's complete solidarity with the Belarusian people and with their democratic aspirations. France is more committed than ever to Belarus' sovereignty and independence. The complicity of Alexander Lukashenko's regime in Russia's invasion of Ukraine, in violation of international law and signed agreements, marks a new stage in Mr Lukashenko's process of submission to Russia.

At the end of the meeting of the European Council on 24 February, the French President stated: "Europe has no other choice but to become a power." France will spare no effort to meet what has become the great challenge of our generation. (*Applause.*)

Ms Laure Delcour, associate professor, Université Sorbonne Nouvelle, visiting professor, College of Europe in Bruges, wished to come back to EU support for Ukraine's territorial integrity since 2014 and draw on lessons learned that can be applied to this current period.

For the past eight years, the EU approach to support for Ukraine's territorial integrity has been founded on three complementary pillars: redefining relations with Russia, through the global strategy for the European Union's foreign and security policy in 2016, which established this as a strategic challenge. The EU has addressed this challenge by revising its ties with Russia in keeping with five guiding principles established in March

2016. The first established full implementation of the Minsk agreements as a prerequisite for any changes in relations with Russia. The second pillar was strong support for the rebuilding of Ukraine by encouraging reforms that promote democratic governance and stability. The third was reflection on a strategically autonomous EU, which became all the more necessary after the annexation of Crimea and the war in Donbas.

The current invasion of Ukraine confirms the relevance of these three pillars and demands their revision.

The tools deployed by the European Union since 2014 reflect the global and long-term nature of its approach. The missions approved for the Common Foreign and Security Policy (CFSP), including advisory missions for Ukrainian internal security forces, had supported Ukraine in reforming its institutions.

The sanctions imposed on Russia in 2014 were aimed at affirming Europe's position regarding Ukrainian territorial integrity and relations with Moscow. Despite the complexity of this issue, due to the diversity of Member States' ties with Russia, Europeans agreed in 2014 on a clear position strongly condemning Russia's actions. Over the past eight years, the EU has remained coherent and united in enforcing sanctions. In this sense, the sanctions have served their purpose. However, they have failed miserably as deterrents, since they have not led to any changes in the behaviour of Russian authorities.

The European Union's coherence will likely continue and even be reinforced by the brutality of the Russian attack, but the sanctions agreed upon this week will likely prove insufficient in deterring Russian authorities in the short term. However, it is important to recall the long-term nature of the European approach. It offers a different solution than the

one presented by Russian authorities in Ukraine and, more broadly, in the post-Soviet space.

(*Applause.*)

Mr Andrej Černigoj, representative of the National Assembly of the Republic of Slovenia, said that the threat of EU sanctions against Russia is not sufficient. The European Union must immediately strengthen its troops in neighbouring countries and in Ukraine's airspace. The UN Security Council and the UN General Assembly must send peacekeepers to the Ukrainian border to assist refugees. Finally, the European Union must set up a military group ready to intervene should Russia succeed in taking Kyiv.

However, this will not stop the war. We must remember Chamberlain. We must not forget the situation in the Western Balkans. These horrors must not be repeated. Although it will not prevent casualties, prompt action will limit the loss of life. (*Applause.*)

Mr David Stögmüller, representative of the National Council of Austria, emphasised the importance of building a consensus within the European Union on excluding Russia from SWIFT. He urged members to consider young Ukrainians, who had grown up with the hope of a free life, and whose dream has been violently shattered. The European Union must restore this dream. It stands with Ukraine and promises a free and sovereign future. This should by no means be questioned, certainly not by Vladimir Putin. (*Applause.*)

Mr George Koukoumas, representative of the House of Representatives of Cyprus, condemned Russia's intervention in Ukraine. He said it is an act of violence committed in breach of international law and against Ukrainian sovereignty. It is important to remember the civilians, who are being bombed. The European Union must also increase its credibility. The measures taken against Putin must apply to other authoritarian regimes in Europe, including the Erdogan regime, which is continuing its arms trade. Europe must fight

against double standards. The priority is to restore dialogue and peace, and ensure security and well-being for all.

Mr Rasmus Nordqvist, representative of Folketing of Denmark, recalled the importance of humanitarian action. In times of war, the first targets are children, minorities and the most vulnerable groups. Europeans must be aware of this reality and bear it in mind in order to deploy humanitarian action, both now and once the conflict is over. (*Applause.*)

Ms Ana María Botella Gómez, representative of the Congress of Deputies of Spain, expressed her pride following the visit of a delegation of the European Parliament to Ukraine, led by Mr David McAllister and Ms Nathalie Loiseau. Members of Parliament must be close to citizens, especially when they are suffering. In order to be a strong player, the European Union must establish a security and defence structure. Examples from Libya and the Sahel show that there are times when action is required on the ground and with support from NATO. Additional capabilities must be mobilised. The European Union must help Ukraine by using all the instruments within its reach. (*Applause.*)

Mr Léon Gloden, representative of the Luxembourg Chamber of Deputies, said that Russia has left the path of democracy. The Grand Duchy of Luxembourg strongly condemns the war against Ukraine and reiterates its support for the Ukrainian people. The European Union must equip itself with the means and structures needed to create a European army. It is time for us to act, not react. (*Applause.*)

Ms Ana Miguel dos Santos, representative of the Assembly of the Republic of Portugal, said that Russia's invasion of Ukraine constitutes a violation of the sovereignty and territorial integrity of all of Europe. Europe must not stand by passively, making threats. It must take firm and prompt action before it is too late. (*Applause.*)

Mr Niklas Karlsson, representative of the Swedish *Riksdag*, agreed with this, saying it is time to take action. The support of European Union Member States for Ukraine must be undivided. The invasion of Ukraine was unprovoked and illegal. Members must stand with Ukraine in the name of European solidarity. The sanctions must be implemented swiftly and destabilise the Russian economy. The European Union must not back down in the fight to defend its fundamental values and way of life. (*Applause.*)

Mr Alekos Tryfonides, representative of the House of Representatives of Cyprus, said that in light of the situation in Ukraine, the European Union must determine its position on the international stage quickly. Europe must decide quickly the kind of player it wishes to become. It cannot stand by, passively witnessing the suffering of the Ukrainian people. It must seize this opportunity to build an authentic common security and defence policy capable of ensuring peace, stability, and cooperation among its Member States. (*Applause.*)

Mr Iñigo Barandiaran, representative of the Congress of Deputies of Spain, said that as the situation continues to change by the hour, the responses required will necessarily change. The question is what decisions the Ukrainian institutions will make and what reality will emerge for the Ukrainian people if Russian troops put an end to the current Ukrainian government. The situation is difficult, and unity of action is vital. (*Applause.*)

Mr Enrico Aimi, representative of the Senate of Italy, stressed the need to pursue the path of strategic autonomy. The European Union must become a superpower by defending its interests, like the United States and China, without forgetting its Judaeo-Christian, Greek and Roman roots, nor the principles of peace and freedom championed by its people. To achieve this and avoid backing down in the face of the true civil war that is underway in Europe, it must take steps towards military and energy autonomy. (*Applause.*)

Ms Beatriz Gomes Dias, representative of the Assembly of the Republic of Portugal, expressed her country's rejection of the imperialist conflict and invasion of Ukraine and stressed the importance of remembering all those living in Ukraine. She urged for measures to protect Ukrainian refugees in Europe and defend human rights. All possible action must be taken to alleviate the Ukrainians' suffering and ensure their protection.
(Applause.)

Mr Gerard Craughwell, representative of the Senate of Ireland, expressed the need to reduce the number of Russian diplomats in the Member States, stressing that the current developments are unacceptable. The European Union is not afraid of Vladimir Putin because the Member States are strong together. *(Applause.)*

Mr Juan Antonio Delgado Ramos, representative of the Congress of Deputies of Spain, stressed Spain's support for the Ukrainians. Europe must consider what measures it can take in addition to condemning the attacks and imposing economic sanctions. It must be a protagonist of its present and future. The UN must also play an important role because diplomacy cannot be abandoned. Finally, Europe must establish humanitarian corridors, but without repeating the mistakes made in Syria. *(Applause.)*

Mr Akif Çağatay Kiliç, representative of the Grand National Assembly of Turkey, remarked on the strong support for Ukraine expressed since the start of the meeting and said that efforts are being made to find an appropriate response to the situation. Mr Akif Çağatay Kiliç, who arrived in Paris from Sarajevo, stressed the importance of remembering the past. Nothing is over yet. He said they must not forget the words of their enemies nor the silence of their friends.

Europe is not defined by one belief or one culture. The issue between Turkey and Cyprus remains. Mr Akif Çağatay Kılıç raised the question of how many Russian banks are still operating on the Cypriot side of the island.

Mr Özgür Ceylan, representative of the Grand National Assembly of Turkey, said that the world must not remain silent regarding the Russian invasion of Ukraine and the cry of the Ukrainian people. Dependence on oil and gas poses a serious threat. Renewable energy can provide an effective asset for the world's future. Mr Özgür Ceylan condemned the remarks of the Cypriot Members of Parliament, stating that no comparison can be made between what is happening in Ukraine today and the situation in Cyprus. Turkey has brought peace to the island. Raising this issue at such an important meeting as this shows a lack of sincerity.

Mr Tobias Ellwood, representative of the United Kingdom's House of Commons, said that seeing Russian troops enter Kyiv, a foreign capital, is unthinkable in the 21st century. The rules of the game have changed. Disinformation campaigns have been launched. The Duma has approved Putin's actions. Major questions are being raised about the security of the European Union. NATO is the only asset capable of changing the situation. But this option has not been used. For now, their only choice is to provide the Ukrainian people with weapons and supplies and plan for the creation of a neutral zone between Kyiv and the rest of the European Union.

The European Union is passively watching the events but has proven powerless in shaping them. What is happening right now is bigger than Ukraine. This is a challenge to the European way of life. After decades of relative peace, Europe has entered a new era of instability. It is up to European countries to work together to meet the challenge posed to

them by Vladimir Putin. The emerging alliance between Russia and China is a complete change for the future of global security.

Ms Sviatlana Tsikhanouskaya, Leader of the Democratic Opposition of Belarus, expressed her gratitude for being invited to Paris to speak on behalf of the Belarusian people. Like all the other speakers, she supports Ukraine in response to Russia's invasion.

Ms Tsikhanouskaya said that the next negotiations between the parties to the conflict must not be held in Minsk, because the Belarusian regime is a belligerent aggressor, like Russia. She said that the European Union must support Ukraine with courage and unity. She concluded by thanking the Assembly and wishing long life to Belarus, Ukraine and Europe. (*Applause.*)

According to **Mr François Delattre, Secretary General for the French Ministry for Europe and Foreign Affairs**, who summarised the talks, all the speakers expressed their solidarity with Ukraine, openly condemned the Russian attack, and called for the strengthening of the European Union's role of diplomacy and defence. French diplomacy supports these three positions. France is pleased with the progress made on European defence and security. This is also the purpose of the European Union's Strategic Compass. The European Union's energy autonomy is also an important challenge that must be patiently pursued.

Mr Delattre said that France is working with the United Nations and the G7 to convince its partners around the world to condemn Russia's actions. It is also important remain vigilant regarding possible Russian intervention in Bosnia, Moldova and Georgia, as

well as in Mali. European unity and solidarity are not empty words. They must now lead to action. (*Applause.*)

Ms Laure Delcour, associate professor, Université Sorbonne Nouvelle, visiting professor, College of Europe in Bruges, said that in addition to the emotional human aspects, this conflict represents a historic turning point that will shape Europe and the world for the next forty years. She said the European Union must finalise its development in the areas of defence, energy and migration, and become fully autonomous on the international stage.

Ms Delcour questioned the purpose of Russia's intervention in Ukraine. Is it to occupy or annihilate the country? In any case, other countries in the post-Soviet space and in the Western Balkans must remain vigilant.

This conflict will likely result in a lasting, if not definitive, break with the Russian authorities. However, it is important to maintain connections with Russian society, including NGOs and students who are currently protesting against the invasion of Ukraine in Moscow and St. Petersburg. We must help them prepare the Russia of tomorrow. (*Applause.*)

Mr David McAllister, Chair of the European Parliament Foreign Affairs Committee, warmly thanked the French Members of Parliament, the Senate and the National Assembly for organising this conference. Given the circumstances, he said that the conference had been an exceptional one that they would not soon forget.

He expressed his hope that attendance would be just as high at the next interparliamentary conference to be held in Prague on 4-6 September 2022. (*Applause.*)

Mr Joël Guerriau, Vice-Chairman of the Committee on Foreign Affairs, Defence and Armed Forces of the French Senate, apologised for the absence of Mr

Christian Cambon and Mr Jean-Louis Bourlanges, who were meeting with the Prime Minister to prepare a future parliamentary debate on the situation in Ukraine.

Mr Guerriau said that he was very pleased to see his European colleagues in person. This type of meeting had not been possible for the last two years. It was now possible thanks to a collective victory against Covid-19. Now, in light of the invasion of Ukraine, victory must be won in the same way against totalitarianism.

Mr Cambon had contacted several Ukrainian members of parliament who were preparing to fight. Their courage is admirable. They are requesting equipment, financial support and the exclusion of Russia from the SWIFT payment system. They fear the installation of a puppet, pro-Russian government that would favour the end of a free and democratic Ukraine.

Mr Guerriau recalled that Georges Clemenceau, who had left his mark on the French Senate during the First World War, once said: "To take a decision, there must be an odd number of people, and three are already too many." He was pleased to see that all the Members of Parliament from different European countries had spoken with one voice. Ukraine is not the only country under threat. All the democracies of the European Union are as well. Europe's values, such as humanism and freedom of expression, must be defended. All the participants at the meeting want democracy to continue, both in Ukraine and in Europe.

(Applause.)

Ms Nathalie Loiseau, Chair of the European Parliament's Security and Defence Subcommittee, joined Mr David McAllister in thanking the Senate and the National Assembly.

All the speakers had demonstrated their unity and expressed solidarity with Ukraine. Europe must finally speak the language of power and uphold its democratic values. National and European Members of Parliament will contribute to this work. An extraordinary plenary meeting of the European Parliament will be held to address the situation in Ukraine on Tuesday, 1st March. (*Applause.*)

The meeting was declared closed at 4.45 p.m.



**20ème Conférence interparlementaire
sur la politique étrangère et de sécurité commune
et la politique de sécurité et de défense commune (PESC/PSDC)**

le 25 février 2022

Déclaration

Nous, représentant les Commissions des Affaires étrangères et de la Défense de l'ensemble des Parlements nationaux de l'Union européenne et du Parlement européen,

1. Condamnons avec la plus grande fermeté l'agression militaire russe en Ukraine, en violation flagrante des principes reconnus par la communauté internationale et des engagements contractés par la Russie.
2. Exprimons notre solidarité la plus absolue avec les autorités légitimes de l'Ukraine et le Peuple ukrainien.
3. Affirmons avec force notre soutien à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.
4. Appelons la Fédération de Russie à un retrait immédiat et sans conditions de ses forces militaires déployées en Ukraine.
5. Condamnons le blanc-seing donné par le Parlement russe à l'invasion de l'Ukraine et l'instrumentalisation de l'institution parlementaire à des fins de conquêtes territoriales.
6. Appelons les instances parlementaires des organisations multilatérales à condamner l'invasion de l'Ukraine et les agissements de la Fédération de Russie.
7. Soulignons la responsabilité des dirigeants de la Fédération de Russie quant au déclenchement et aux conséquences de ce conflit.

8. Appelons l'Union européenne à des sanctions politiques, économiques, commerciales et financières d'une ampleur inédite à l'encontre de la Fédération de Russie, applicables sans délais et établies en coordination avec nos partenaires et nos alliés.
9. Demandons à l'Union européenne d'apporter un soutien massif et sans faille au gouvernement et au Peuple de l'Ukraine, en mobilisant l'ensemble des moyens nécessaires, notamment économiques et humanitaires, et à se coordonner avec ses partenaires et alliés pour amplifier ce soutien, tout en saluant la rapidité avec laquelle un prêt d'1,2 milliard d'euros a été récemment adopté par l'Union européenne en faveur de l'Ukraine.
10. Souhaitons que l'Union européenne s'organise dans les plus brefs délais pour accueillir dans les meilleures conditions les réfugiés ukrainiens que cette guerre risque de provoquer.
11. Exprimons, dans ce contexte, notre unité, notre attachement indéfectible aux valeurs européennes communes et notre détermination à renforcer la solidarité à l'égard des États membres situés aux frontières extérieures de l'Union.



**20th Inter-Parliamentary Conference
on the Common Foreign and Security Policy
and the Common Security and Defence Policy (CFSP/CSDP)**

25 February 2022

Declaration

We, the representatives of the Foreign Affairs and Defence Committees of all the national parliaments of the European Union and of the European Parliament

1. Condemn in the strongest terms the Russian military aggression in Ukraine, in flagrant violation of the principles recognized by the international community and of the commitments undertaken by Russia.
2. Express our absolute solidarity with the legitimate authorities of Ukraine and the Ukrainian people.
3. Strongly affirm our support for the independence, sovereignty and territorial integrity of Ukraine within its internationally recognized borders.
4. Call on the Russian Federation to immediately and unconditionally withdraw its military forces deployed in Ukraine.
5. Condemn the blank check given by the Russian Parliament to the invasion of Ukraine and the instrumentalization of the parliamentary institution for the purpose of territorial conquest.
6. Call on the parliamentary bodies of multilateral organizations to condemn the invasion of Ukraine and the actions of the Russian Federation.
7. Emphasize the responsibility of the leaders of the Russian Federation for the outbreak and consequences of this conflict.
8. Call on the European Union to impose political, economic, commercial and financial sanctions on an unprecedented scale against the Russian Federation, applicable without delay and established in coordination with our partners and allies.

9. Call on the European Union to provide massive and unwavering support to the Government and People of Ukraine, mobilizing all necessary means, particularly economic and humanitarian, and to coordinate with its partners and allies to increase this support, while welcoming the speed with which a loan of 1.2 billion euros was recently adopted by the European Union for Ukraine.

10. Ask that the European Union organize itself as soon as possible to host in the best possible conditions the Ukrainian refugees that this war may provoke.

11. In this context, express our unity, our unwavering attachment to common European values and our determination to strengthen solidarity with the Member States situated on the external borders of the Union.